

Informations Correspondance Ouvrières

SOMMAIRE

A tous les camarades d' ICO

MAI -JUIN 68

Correspondance de France et de l'étranger
Dans un collège d'enseignement secondaire
La gestion d'une maison de jeunes
Un camarade espagnol de France
Comment continuer
Lettres de Belgique et d'Allemagne

CINQ LIVRES SUR MLI

La rentrée de septembre dans les entreprises

Problèmes d'organisation

MEXIQUE : comité anti-olympique de subversion

Publications

LE NUMÉRO

0,60 F
(ou 2 timbres)

mensuel

NUMERO 73

AOUT-SEPTEMBRE 1968

LES LETTRES

nous parvenant s'adressent à tous les camarades d'ICO .Elles sont publiées dans le bulletin . Répondre à une lettre ne doit pas être le fait de quelques camarades de Paris .Il n'y a pas de spécialistes et chacun peut dire ce qu'il pense des informations ou des remarques que contiennent ces lettres. Nous n'avons pas une réponse :elle doit être le fait du ou des camarades qui s'intéressent à la question ainsi soulevée par un autre camarade .

DES BULLETINS ou DES BROCHURES

peuvent s'égarer pour des raisons matérielles qui peuvent venir de nous mêmes. Les camarades qui ne recevraient pas ce qu'ils ont commandé ou qui recevraient irrégulièrement le bulletin doivent le signaler avec leurs observations .

NOUS AVONS RECU

des articles sur la grève de mai juin et des tracts
des premières critiques sur la brochure "la grève généralisée en France "

tout ceci figurera dans le prochain bulletin .

NOUVEAU TIRAGE

Les 2.000 exemplaires des brochures :

"La grève Généralisée en France - mai-juin 68 " (I C O)

" L'autogestion ,l'Etat et la Révolution " (Noir et Rouge)

étant vendus à la mi septembre ,nous avons sorti un nouveau tirage et nous pouvons envisager une diffusion élargie .Nous demandons à tous les camarades de faire une diffusion soit auprès des camarades qu'ils contactent ,soit en vue de dépôts dans des librairies .

Ecrire à ICO -P. Blachier -13 bis rue Labois Rouillon Paris 19eme
ou à Legant BP 113-6 Paris 18eme -

D'AUTRES BROCHURES

sont toujours disponibles :

- Le mouvement pour les CONSEILS OUVRIERS en Allemagne

- à propos de WILHELM REICH

Les conséquences économiques de la Cybernétisation (même brochure)

-Les provos et la lutte de classes .

chaque exemplaire contre versement de I F au ccp 2DI47 54 Paris

La FINANCE

les camarades de Paris ont "fait un effort "pour sortir la brochure.

abonnements ,réabonnements et contributions sont nécessaires pour continuer .

UN MAUVAIS TIRAGE

les deux dernières lignes de la page I4 de ce bulletin sont souvent escamotées

les voici : "sociale ,d'où leur attachement à la légalité et à la démocratie,
"seul régime capable de garantir et de perpétuer leur fonction de
"corps intermédiaire . S'ils ont un rôle ...(suite page I5)

à tous les camarades d'ICO

Dans le numéro 72 d'ICO, juin-juillet 1968, nous avons sous le titre "France, mai-juin 1968" tenté de donner un historique de la grève en décrivant brièvement les faits les plus significatifs.

Dans la brochure " La grève généralisée en France" (mai-juin 68) résultat de la discussion collective de tous ceux qui avaient assisté à Paris aux réunions d'ICO, nous avons tenté de dégager le sens de tout ce qui s'était passé et de montrer quels problèmes économiques et politiques posait inévitablement le développement de la grève généralisée.

Le présent numéro d'ICO commence par une lettre d'un camarade de province datée du 11 mai et se termine par un appel venu du Mexique. Il contient un certain nombre de témoignages, de critiques, de réflexions sur les mouvements de ces derniers mois.

Nous sommes tous confrontés, à travers notre propre expérience de travailleurs, avec des problèmes pratiques et théoriques (les syndicats, l'organisation, la notion d'avant-garde, la rupture avec toutes les formes traditionnelles de pensée et d'action, etc.); tous ensemble par l'échange des faits et des idées nous pouvons dépasser tout ce qui a pu nous emprisonner d'un passé d'homme exploité et conditionné dont nous avons pu mesurer d'un coup combien il pesait encore malgré l'explosion libératrice que nous avons connue.

-3-

C'est pour cela, que, comme dans le précédent bulletin, comme dans la brochure sur la grève, nous appelons à nouveau tous les camarades à participer, par leurs informations, leur réflexion, leurs critiques, à ce travail permanent qui seul peut, à chacun d'entre nous et à tous, permettre d'aller plus loin.

oooooooo

11 mai : une ville de province, la rochelle

(lettre d'un camarade):

Quelles sont les réactions des gens que je cotoie ici à la Rochelle, face aux événements de Paris, qu'ils apprennent soit par la T.V. et la radio, soit par les journaux régionaux? Les gens ne sont pas indifférents et ont l'air étonné. Ils se ressaisissent vite pour condamner la "violence" des étudiants, ressortant largement les arguments de "l'information" dont ils disposent. Toutefois, ce matin, après ce qui s'est passé cette nuit, le peu de personnes avec qui je discutais étaient attirées par les formes de répression policière. Sur le plan universitaire, ici à la Rochelle, il n'y a rien. Un ou deux lycées, les facs sont à Bordeaux. Enfin on verra lundi... Tu as peut-être ouï dire qu'à La Rochelle, le 25 avril dernier, il y avait eu des incidents lors d'une marche des ouvriers de Sud-Aviation de Rochefort. Voici les faits:

Suite aux licenciements (306 ouvriers) et à la fermeture prévue de l'usine Sud-Aviation à Rochefort, s'était constitué un "Comité de défense de Sud-Aviation" comprenant des syndicalistes et des politicards du coin. Deux ou trois manifestations dans Rochefort avec plus de 10.000 participants, mais sans qu'il y ait d'incidents, la

population étant totalement solidaire et des maires, des sénateurs, des députés, se mettant bien en montre. Puis ce comité lance un appel pour une manifestation devant aller de Rochefort à La Rochelle pour le 25 avril, invitant tous les travailleurs du département à converger vers le chef lieu, en caravanes de voitures.

Mots d'ordre: "maintien de Sud-Aviation", "défense de l'économie rochefortaise" et "régionale".

Le 22 avril, le préfet interdit la marche, prétextant que "l'imprécision de l'appel lancé par un comité qui ne se rattache à aucune organisation responsable et s'adresse indistinctement à l'ensemble de la population par voie d'affiches laisse craindre que ceux qui ont pris l'initiative de la manifestation se révèlent incapables d'en maintenir le bon ordre".

Le 23, le Conseil Général vote une motion à l'unanimité, demandant levée de l'interdiction et reprenant les mots d'ordre du "Comité Sud-Aviation". Le préfet maintient l'interdiction.

Le 25 sont appliquées de sévères mesures de contrôle sur les routes. De nombreux automobilistes qui se rendaient individuellement à La Rochelle ont été arrêtés, contrôlés et contraints à rebrousser chemin. Malgré cela de nombreux rochefortais se retrouvèrent au rendez-vous fixé, soit à la gare de la Rochelle, et y furent encerclés par les CRS. Là flicaille fit tout pour disperser les moindres groupes qui tentaient de s'insérer dans celui de Rochefort. Vers 17h l'avenue menant à la gare était emplie de métallos, dockers et ouvriers du bâtiment qui avaient débrayé à 16h par solidarité. La fusion fut facile et le cortège se mit en branle, se dirigeant sur la préfecture avec banderolles et caliquots, huit conseillers généraux en tête... Sur le pont qui donne accès au port, un barrage de CRS attendait au coude à coude. Malgré l'appel lancé par un commissaire principal de police, le cordon fut forcé. Un instant éparpillés, les manifestants se regroupèrent devant le port et continuèrent. Leur nombre? 800, 1000 peut-être; arrivés à la Préfecture, une délégation alla remettre une motion au préfet et au Conseil Général, pendant que la foule stationnait en grande partie assise par terre. Soudain, des grenades lacrymogènes sont lancées sans avertissement par les flics, suivies de charges et de matraquages. Circulation interdite pendant trois quarts d'heure. Les délégués s'empressent de faire connaître que le résultat de leur démarche est positif. 19h dispersion. Peu après, dans la soirée, à Rochefort, un cortège de voitures s'étant formé, les forces de police les bloquaient et arrêtaient 16 manifestants. Peu après, ils furent relâchés, un responsable du Comité se portant garant de l'ordre à Rochefort.

Dans la semaine qui suivit, point d'autre action. Seulement des protestations, des motions, des prises de position des gens de "gôche". Plainte même en Conseil d'Etat, suite aux barrages policiers sur les routes. Le 2 mai, le "comité de défense" de Sud-Aviation, est reçu par Messmer. Parti pour réclamer le plein emploi des ouvriers de Sud-Aviation, le comité revient de Paris avec le maintien... de la base aérienne 721... et la construction d'une nouvelle base... 3 Mai, cortège vers Saintes. Nouvelle motion déposée, nouvelle compréhension du sous-préfet...

Depuis rien. Avant la fin de l'année, une usine va être fermée à Rochefort 366 ouvriers vont se retrouver sur le pavé car il est démontré par $a + b$ que la reconversion est impossible sur place. Et les responsables de Rochefort ont le culot de dire que les informations du ministre des armées sur les bases aériennes, laissent entrevoir d'autres possibilités économiques... Lundi 13, rien d'extraordinaire à signaler. Bla bla bla des partis et syndicats. Beaucoup de gens, "calme et dignité".

15 mai : marseille

(lettre d'un canarade):

... j'ai été introduit dans un des nombreux amphithéâtres où se sont constituées des commissions de travail. J'ai suivi les "débat" qui s'exaiaent autour du problème " lutte étudiante, lutte ouvrière". Cela m'a fortifié dans l'idée qu'il y a un profond fossé entre le monde du travail, auquel persome ne fait de publicité, et les universitaires. Il y a certes beaucoup de bome volonté chez ces derniers, mais ils ne seront jamais ouvriers quoi qu'ils veuillent faire. Ainsi ils s'efforcent à l'heu qu'il est de constituer des liaisons avec les travailleurs, pour les acquérir à leurs

idées de l'organisation. Il y avait dimanche dans l'amphi, trois travailleurs, dont deux algériens, tous moins de 27 ans je crois. Ils ont exposé leur conception de la lutte de classe, à savoir d'après leurs propres termes: "la classe ouvrière n'a pas de leçon à recevoir des intellectuels, c'est elle qui nous en donne". Plusieurs fois ils ont parlé de bureaucratie et d'embourgeoisement des appareils, cela n'a pas plu à un pauvre perroquet du PCF qui les a qualifiés "d'ouvriéristes". Ceux parmi les étudiants qui militent dans une organisation ou un groupe, profitent de ces assemblées pour faire leur propre publicité. Ce que j'ai pu entendre comme couillonades du genre "nous avons maintenant des perspectives révolutionnaires en France" (JCR, FIER, ou autres gauchistes) ou bien "le gouvernement des monopoles responsables du marasme économique et universitaire...", suivait tout le bla-bla-bla que nous connaissons là-dessus. J'essaie donc de garder la tête sur les épaules dans ces événements qui ne touchent effectivement que les étudiants et les travailleurs qui emboîtent le pas aux organisations ouvrières ou "révolutionnaires". Dans une boîte au début des bagarres se manifestait soit de l'indifférence soit de l'hostilité. Après, ils ont suivi la grève, parce qu'elle leur permettait d'allonger leur week-end. L'idée qu'ils auront perdu leur journée de paye est aussi fort répandue. Sur la grève générale, on peut dire qu'elle redore le blason de la CGT qui peut se permettre de dire " nous savons descendre dans la rue quand il le faut, et la classe ouvrière est avec nous". Ce que je disais dans "notre point de vue" se vérifie en chair et en os. Je me trouvais, lundi 13 mai dans la foule des badauds, un camarade anarchiste nous distribue un tract et nous commençons à discuter. Soudain, se rapplique une escouade du service d'ordre CGT/PC, qui sans aucune distinction nous menace d'un cassage de gueule bien envoyé. Personnellement, j'ai eu très peur; l'anar nous remercia de lui avoir évité des coups. Vraiment, ils ne savent pas ce qu'ils font et nous non plus, en allant distribuer de pareils tracts en un tel jour. Ils n'expliquent jamais rien et ils en sont d'ailleurs incapables. Quant aux leaders des divers groupes d'étudiants, je t'avoue que j'ai très peu de sympathie pour eux qui se croyant à gauche du PC, en sont en fait bel et bien à la remorque. Voir l'appel lancé par Coin-Bendit à la CGT. Tout cela embrouille les cartes.

19 mai : des jeunes du contingent

Nous apprenons par la radio la situation en France depuis le début de mai (nous nous intéressons tout de même au monde extérieur!). Tout d'abord les actions des étudiants qui paraissent avoir été spontanées, et de là, chose importante, est partie l'action des travailleurs. A voir l'ampleur que cela a pris, je ne crois pas que ce soient des actions organisées par la CFDT ou la CGT ! De la façon dont les syndicats semblent donner des conseils de modération, ils doivent être dépassés par les événements. Les grèves style "17 mai 1966" sont loin. C'est tout au moins ce qui me se en analysant la situation derrière un transistor de l'autre côté de la frontière, peut-être me trompé-je?

J'ai pu constater en lisant ICO que la situation de nos "collègues espagnols" était encore moins enviable que la nôtre. Il n'y a aucun doute, toutes les armées du monde ne sont que des ramassis de crétins. Il y a dans mon peloton un type de 26 ans professeur de physique que l'on a obligé à faire 16 mois de conneries alors que l'on manque de profs, c'est affligeant. Depuis cinq mois que je suis à l'armée, je n'ai rien pu trouver de positif. L'autre jour, j'ai demandé à un jeune allemand ce qu'il éprouvait à l'égard des "troufions" il m'a répondu " de la pitié". Par contre je n'ai jamais vu aucune forme de haine à notre égard en tant que français. Le pire est de l'indifférence, et souvent il y a de la sympathie. Sur le plan relations avec les allemands, il n'y a pas à se plaindre. Quand des français font du stop (on nous reconnaît facilement) il est très rare que des civils allemands ne s'arrêtent pas.

21 mai : PARIS

(ce que pensent les milieux patronaux)

Dans les milieux patronaux personne n'y voit clair. On se rend compte qu'il s'agit davantage d'une crise politique que d'une crise sociale classique et l'on est désarmé pour y faire face. On attend donc dans l'immobilisme le plus complet la suite des événements dans l'espoir que les choses "pourriront". On suit en cela les consignes transmises au CNPF par le cabinet Pompidou de ne prendre aucune initiative de n'entamer aucun pourparler avec les syndicats avant que De Gaulle ait annoncé ses décisions.

A ce propos, on craint qu'il remette sur le tapis avec une énergie nouvelle sa vieille idée de co-gestion qu'il n'avait jusqu'ici réussi à "vendre" ni au patronat, ni aux syndicats ouvriers et qui s'était réduite à un "intéressement" que personne ne prend au sérieux.

Dans l'immédiat on attend avec appréhension l'échéance des prochaines payes. Celles-ci risquent de ne pouvoir être toutes assurées faute de liquidité (la grève de la Banque de France a pris tout le monde par surprise, y compris la haute direction de la Banque de France).

Pour les revendications, dans l'entourage de Dobré, on souhaiterait que l'on satisfasse en priorité celles relatives au relèvement des salaires. Des augmentations de 5 à 10% sont envisagées (davantage pour les bas salaires). Mais les patrons font remarquer que c'est courir tout droit à la faillite: les prix à l'exportation ne pourront être tenus, les positions acquises sur les marchés extérieurs seront menacées. Il faudra fermer les frontières ou dévaluer.

Espagne : 25 mai : Ceuta

D'ici, peu à te dire, sauf que j'ai de la mauvaise humeur accumulée. Par dessus le marché, j'ai déjà fait deux fois de la tôle, la première fois pour avoir fait une observation au sergent, et la deuxième pour refus de chanter. C'est comme ça "pour ne pas chanter". Chaque jour, en allant au champ d'instruction nous traversons le quartier maure, et pour donner plus de solennité à nos sorties on nous oblige à chanter des airs martiaux. Comme je n'aime pas cela, je dois aller chaque après-midi faire les "pluches" et ainsi pendant un mois. Enfin, faire de la tôle dans l'armée, ce n'est pas un déshonneur... N'empêche que pendant une semaine j'aurais été capable si j'en avais eu la moindre occasion de me sauver au Maroc ou envoyer une balle au colon... Maintenant, je me suis calmé et il ne me reste qu'à attendre... J'ai lu dans le journal la grande grève qui s'est organisée dans toute la France. C'est peut être la fin du gaullisme (!)

Madrid

(de cheminots)

J'attendais pour écrire l'aboutissement de toute la propagande menée par le PC, les Commissions Ouvrières, le Parti Social Révolutionnaire, l'UGT, l'Association Universitaire Démocratique, etc.. sur le premier Mai, en invitant les travailleurs à la grève et aux manifestations dans tous les points clés de la ville : Atocha, Vallecas, Cuatro Caminos. Finalement le tout se réduit à quelques algarades d'étudiants et d'autres jeunes gens à San Bernardo, Quevedo et Estrecho, qui avant de se grouper furent dispersés par les forces répressives qui ont fait un grand étalage de leurs moyens.. C'est regrettable, mais des authentiques ouvriers très peu se sont fait voir dans ces lieux, se bornant à passer comme un jour quelconque. Il faut reconnaître que les seuls qui s'agitent dans ces cas-là sont les staliniens et les C.O., ce qui est du

pareil au même... Par ici, la situation est à peu près inchangée, sauf quelques échauffourées, toujours pour les mêmes motifs. La dernière fut assez forte (30 avril-1er mai) mais ce régime n'est pas comme le vôtre dans lequel on peut agir avec une certaine liberté (!) Ici c'est la clandestinité presque totale, et dans les entreprises c'est la porte sans espoir de pouvoir trouver un autre emploi et faire de la prison.

Dernièrement, nous avons fait une assemblée dans l'atelier à l'heure du casse-croûte et nous avons abordé les problèmes que nous avons dans le travail, auxquels le syndicat fait la sourde oreille. Ceci ne nous étonne guère puisque les dirigeants sont désignés par le gouvernement et ne peuvent donc pas être à nos côtés. Dans un autre atelier les copains ont débrayé une heure et pour ce motif les 114 ouvriers ont eu un "avertissement"... avec une note appropriée dans leur dossier.

9 juin : un jeune hollandais

Presque tout le monde en Hollande discutait sur les événements en France. Pas seulement parmi les étudiants, mais partout. La presse et la télé hollandaises parlent de la "ohienlit" et du "chaos français". On ne voit que les barricades et quand ils vont aux usines on ne voit que les leaders syndicaux. Ils ne donnent aucune information sur ce qui se passe dans les entreprises.

Manifestation syndicale, les trois syndicats hollandais ont organisé un meeting de protestation dans les Halles de la Foire à Utrecht le 25 mai. Ils protestaient contre le blocage des salaires pour 1969 par le gouvernement. C'était la 2^e manifestation de masse après la guerre organisée par les syndicats. La participation était beaucoup moins qu'on avait prévu. Des trains spéciaux pour la manifestation étaient vides. Il y avait 15.000 syndicalistes, presque tous ayant plus de 40 ans. Mais même eux étaient mécontents de ce que disaient les bonzes qui menaçaient le gouvernement avec "un été long et chaud" et "un chaos comme en France". Mais ils ne parlaient pas d'action concrète et quoi faire, si le gouvernement ne cédait pas. Devant la télé les ouvriers disaient que le meeting les avait déçu. Une délégation du syndicat d'étudiants n'a pu parler au meeting. Heureusement pour les bonzes syndicaux le gouvernement a cédé disant qu'il n'y a jamais eu question de blocage des salaires. 1^o il n'y avait plus de danger d'être entraîné dans des actions spontanées des ouvriers, 2^o ils peuvent réclamer la décision gouvernementale comme leur victoire. Moi j'ai l'impression que c'est plutôt la victoire des ouvriers français. Le gouvernement a cédé parce qu'il avait peur d'un mouvement comme en France parmi les ouvriers hollandais.

Etudiants: les autorités universitaires ont également peur d'un mouvement étudiant. Le ministre de l'enseignement est tout à coup prêt au dialogue avec les étudiants. Des discussions sont admises dans les locaux universitaires et même organisées par l'administration pour canaliser le mouvement. Il y a des actions isolées dans quelques écoles pour des raisons diverses. A l'académie des métiers d'art à Eindhoven il y a eu une grève pour la cogestion. Des élèves sont admis dans des commissions paritaires. A l'école de journalisme à Utrecht il y a eu un débrayage contre l'expulsion d'un élève des examens. L'administration a cédé le jour après. Il y a à cette école un Conseil d'Etudes pour la co-gestion. On l'appelle le "Conseil d'Entreprise" parce qu'on discute seulement des sujets d'aucune importance. Des groupes de travail se sont formés pendant l'action mais ils ne font rien maintenant, parce qu'il faut travailler pour les examens, comme a dit le directeur. Les luttes des étudiants sont isolées, mais nouvelles pour la Hollande.

mai : dans un C.E.S. de banlieue

400 élèves- 6è- 5è-4è- 25 prof.

tous les syndicats : SNI- SNES FEN- SGEN (CFDT), SNC.

la grève est lancée par les sections de l'établissement 24 heures avant le mot d'ordre des centrales.

Des contacts sont pris avec les enseignants du premier degré de la ville. Des discussions s'engagent, les barrières tombent.

En ce qui concerne le CES proprement dit les réflexions sur la pédagogie et les structures administratives aboutissent vite à la remise en question de celles-ci.

Les notions d'autogestion assez confuses dans les esprits apparaissent.

Le système d'autogestion et d'auto discipline à l'échelle du CES doit être mis sur pied peut-on lire dans la brochure écrite à cet effet. On redécouvre soi-même et c'est ce qui est important ce que les différentes branches de l'Ecole Moderne Freinet ont élaboré depuis longtemps. Ainsi est cristallisé un processus qui jusqu'ici n'a pu aboutir. En effet, tous ces problèmes relations prof-élèves, prof-parents prof-administration, suppression des inspecteurs, refus de la hiérarchie, gestion de l'établissement, par une équipe qui se répartit les tâches, éventail des salaires, etc.. ont été évoqués tout au cours de l'année, mais n'ont pu être résolus.

Il est intéressant de remarquer que parmi les profs les plus enragés on trouve certes des "gauchistes" mais aussi des collègues peu politisés. Ce bouleversement est pour eux l'occasion de se révéler, de se trouver. Il faut aussi signaler que s'ils vont très loin dans l'esprit des réformes, ils ne voient pas toujours l'ensemble des problèmes et risquent de s'enfermer dans leur tour pédagogique. (même révolutionnaire). Ils se donnent à fond à ces réformes de structures, mais se préoccupent peu des barricades, des manifestations (politiquement et non sentimentalement, bien sûr). Il faut sans cesse les ramener à la discussion sur la grève, mais au bout de quelques jours, c'est trop fort, on ne parle plus que de pédagogie.

Après quelques jours de discussion, ce nouvel état d'esprit, cette exaltation mais aussi ce bouleversement matériel (plus de cours, effacement de la direction, discussion avec d'autres personnes que des profs, sandwichs... peuvent faire croire qu'on va prendre nos désirs pour des réalités. Les travaux effectués dans d'autres établissements, l'agitation de l'institut pédagogique national occupé, l'oubli de l'administration, l'absence d'opposition de certains collègues (ça ne durera pas) constituent autant d'encouragements qui nous poussent à mettre en place d'autres structures anti-autoritaires, autogestionnaires. Comment? On ne le sait pas encore très bien, mais on peut penser que cela est possible. Nous sentons aussi le vide politique national. Le pouvoir semble absent. Absent peut-être mais pas détruit. Vient alors la période de reflux. On parle à nouveau de ministre, de chef d'établissement. Le nôtre réapparaît plus serein et plus déterminé. Finies les espérances. Toutes nos revendications importantes (révolutionnaires) redeviennent des vœux pieux. Il ne se pose plus qu'un problème : comment reprendre? Pour la plupart il est exclu qu'on tourne la page comme si rien ne s'était passé. C'est pourtant l'avis du principal. Au cours d'une réunion tout en lui montrant qu'on ne peut rien faire de grave pour lui, par exemple qu'on ne peut élire nous-même un principal parmi les profs, qu'on ne peut gérer nous-mêmes l'établissement, nous lui proposons quelques petites choses, mais qui marquent un point de non retour :

- élargissement du conseil intérieur (élèves en plus)
- " " " de discipline (en attendant l'auto-discipline)
- " " " de classe (élèves en plus).
- création d'un conseil des élèves
- création d'une bibliothèque gérée par les élèves
- suppression du palmarès, des notes, des compositions.

On se heurte à un refus total. "Si une circulaire ministérielle me dit de le faire, je le ferai. Sinon impossible", nous répond l'ancien collègue d'un révolutionnaire de St Nazaire bien connu. On sait pourtant qu'un établissement de secondaire est assez "libre" de s'organiser comme il l'entend. Devant ce refus nous sommes quelques uns (les autres attendent l'an prochain ou la circulaire ministérielle) à maintenir nos positions. L'année scolaire se termine dans la confusion, le front des profs étant rompu et l'avance des vacances d'une semaine nous ayant coupé l'herbe sous le pied.

Bilan:

-d'importantes discussions ont pu avoir lieu.

Il est très not que les revendications de salaires sont délaissées au deuxième plan.

-on a parlé d'une nouvelle gestion des établissements: cogestion, autogestion? impossibilité de réaliser le 2è, rassurer beaucoup de collègues à la Ière. Cela constitue quand même une brèche dans le système universitaire. On craint que les élèves ne commandent !! Donc un changement dans les esprits sinon dans les structures. Mais le point le plus important qui s'est posé est le suivant: imaginons que nous ayons pu si diverses conditions propres à notre établissement avaient été réunies, passer des idées aux actes, mettre le CES en autogestion que se serait-il passé? Un CES, un lycée ne constituent qu'une unité d'un vaste ensemble centralisé. Il faudrait alors que le même processus s'accomplisse au niveau de l'administration afin de le briser. Il faudrait alors un mouvement beaucoup plus profond que celui que nous avons vécu. Là se poserait le problème d'un débouché politique et non plus pédagogique, celui de double pouvoir. De cela très peu étaient conscients. Ou plus exactement beaucoup se sentaient un peu isolés, impuissants à tout renverser et vivaient les événements au niveau de l'établissement. Ils ont peut être vu que la révolution ne se fera pas par la pédagogie même si les travaux effectués sont révolutionnaires.

mai : une maison de jeunes

La maison est installée dans une cité nouvelle annexe à une petite ville industrielle (10.000 habitants, 80 kms de Paris). A sa tête il y a un directeur assisté d'un conseil de maison. Mais ceux-ci sont dans l'étroite dépendance d'un conseil d'administration dans lequel un ingénieux dosage permet aux "autorités" de conserver le contrôle total. Dans ce conseil les membres de droit sont l'élément permanent et dirigés ils représentent les organismes officiels qui ont mis de l'argent dans la maison; ce sont les propriétaires qui entendent que leur affaire soit rentable sur le plan contrôle des jeunes: caisse d'allocations familiales, société d'HLM, mairie (gaulliste). A côté, il y a des membres associés qui en principe sont élus mais qui ont été cooptés au départ et comme ils sont renouvelables par 1/3 tous les ans par les jeunes inscrits à la maison les membres de départ, des adultes, ne sont pas encore déboulonnés et ont le temps de manoeuvrer si leur position est menacée; le conseil se trouve être ainsi le champ d'affrontement entre les forces politiques ou spirituelles d'encadrement (gaullistes, chrétiens de gauche, communistes). Après le 13 mai, quelques jeunes de la maison une dizaine, qui supportent mal cette tutelle, pensent à prendre la maison: ils conviennent d'attendre le moment où il y aura du monde. L'occasion se présente le 14 mai. Des jeunes gars, d'un groupe d'extrême droite sont entrés dans la maison: engueulade dans l'entrée, attroupement, quelqu'un propose de continuer la discussion à l'intérieur il y a là une centaine de jeunes. La discussion d'emblée est posée sur un thème qui n'a plus rien à voir avec le départ: c'est l'occupation de la maison par les jeunes; il est demandé au conseil d'administration de se retirer et de laisser les jeunes gérer la maison eux-mêmes. La discussion dure deux heures de 17h30 à 19h30. Après le repas nouvelle réunion avec cette fois quatre membres du conseil d'administration; les dis-

ussions sont violentes et toutes les ficelles habituelles sont avancées pour tenter de briser le mouvement; mais devant la détermination des jeunes (ils ne peuvent faire autrement) ils acceptent "l'expérience" de gestion par les jeunes (en espérant bien récupérer leur place et leur pouvoir lorsque tout sera terminé). Dans toutes ces discussions le directeur prend position pour les jeunes. Les présents (environ 80) élisent alors un comité de gestion de 7 membres: comme cela fait 10 avec les ex equo, les 10 forment le comité. Tous sont des jeunes connus pour leurs idées politiques "extrémistes" ceux-là même dont une majorité de jeunes ne voulait pas entendre parler huit jours auparavant. Cela entraîne des drames, des ruptures au sein des familles.

Le comité de gestion organise les différentes activités de la maison: (bar, nettoyage, groupe d'accueil, garde, gestion générale, coordination). Des réparations qui traînaient depuis des mois et dont les jeunes se désintéressaient sont faites en quelques jours par les jeunes eux-mêmes. Autrefois, ils venaient à la maison par petits clans qui restaient fermés. Tout ceci disparaît d'un coup; tout le monde est copain. Beaucoup viennent autour du comité de gestion spontanément pour participer aux discussions pour aider à faire le travail. Tous les rapports se sont transformés. Mais le conseil d'administration écarté ne désarme pas pour autant. Comme le directeur s'est mis en grève le vendredi 24 mai, le conseil tente une offensive pour récupérer son pouvoir: il propose une forme de gestion qui réintroduirait ses hommes, ceci sous la menace de couper les crédits de fonctionnement de la maison. Une nouvelle assemblée voit la discussion se développer sur un autre terrain: celui d'une critique violente du comportement de ceux qui dans le comité de gestion ont pris des responsabilités. Les engueulades tournent sur le thème que ceux-ci se prennent pour de nouveaux chefs, avec faits à l'appui. Mais surprise lorsqu'intervient un vote de 45 voix contre 1 reconnaissant le comité de gestion tout entier: on peut voir dans ces faits, le désir des jeunes, non formulé, mais pratiqué de garder un contrôle étroit sur ceux qu'ils ont mandatés et qui, à chaque moment doivent rendre compte de leurs actes et peuvent être remplacés: il n'y a plus d'autorité au sens traditionnel du terme. Parallèlement au fonctionnement de la maison, les jeunes essaient de préciser quelle pourrait être l'organisation de la maison lors d'un "retour à la normale". Ils proposent que le conseil d'administration qui s'occuperait des questions administratives soit formé pour moitié plus un des membres élus par les jeunes (à partir de 16 ans) le comité de gestion restant en place avec le directeur dans la situation telle qu'elle existe présentement. Un projet de statut est étudié.

18 juin : un camarade espagnol

Salut jeunesse étudiante et ouvrière de France: voilà ce que tu as fait tu as démontré que le tout n'était qu'une farce et tu as mis fin à la comédie. La Comedia est finita. Voilà comme tu as donné naissance au nouveau siècle dans lequel tu nous as fait rentré, et tout le monde dit encore Rien ne sera comme hier. Voilà ta grande révolution. Contestation. Contestation dans la famille parce que ce n'était qu'une farce, les parents cachaient leur ignorance à travers leur sévérité, ils ne t'éduquaient pas, ils te domestiquaient, tu leur appartenais, quand c'était eux qui se devaient à toi parce qu'ils te donnèrent la vie et avaient l'obligation de te la faire belle, tu étais la victime de leur préjugés hérités de leurs ancêtres, ils ne faisaient que comme ils avaient vu faire sur eux-mêmes, les uns avec leur sévérité inhumaine craignant que tes connaissances ne découvrent pas leurs faiblesses comme leurs ancêtres avaient craint les leurs. Les autres, t'abandonnant à tes instincts naturels de petite bête sauvage. Pas d'affection, premier devoir de l'éducation et de la famille, pas de préventions devant les dangers d'une société sauvage, où la brutalité est la première règle du jeu. Tu as fini avec tout ça. Maintenant c'est la Contestation de leur autorité et avec elle tu as rendu le fils à ses vrais parents. Tu as fait naître le devoir de la Considération de l'Affection, du Respect Mutuel, de la vraie Education, de la vraie Famille.

Contestation à l'école: "les bons enfants sont obéissants". Voilà le principe de l'école que tu as détruit. Ils obéissaient sans comprendre, et comme des machines, ils répétaient ce qu'ils écoutaient sans savoir ce que c'était, et celui qui répétait le mieux était le plus obéissant, non pas le meilleur, mais le plus obéissant. Adolescent, il rentrait à la Faculté ou à l'atelier, comme obéissant toujours, sans savoir comprendre, il avait été fait pour obéir, et non pour comprendre et contester, et ainsi il rentrait dans la vie dite sociale, véritable jungle où les uns dévoraient les autres. C'était le jeu des gendarmes et des voleurs qu'enfant on lui avait appris à jouer, et il était gendarme ou voleur selon les circonstances. Tu as fini avec ça et tu as obligé l'Ecole à enseigner à comprendre pour savoir, et à savoir pour servir, et non pas pour voler ou matraquer. Tu as fini avec les voleurs et les gendarmes, et tu as donné naissance à l'Homme Nouveau à l'Homme Sapiens. Voilà ta contestation. Oh je sais, qu'il y en a qui disent que tu as été trahi, ne le crois pas, tu ne peux pas être trahi parce que tu n'as pas lutté contre les hommes, tu as lutté contre des préjugés, des prétentions, des atavismes et ils n'ont pas pu éviter que tu tournes la page, voilà pourquoi tu as vaincu, eux ils sont encore à hier, dans le passé.

19 juin : Barcelone

... la crise de travail continue... et la situation économique ne se stabilise même pas. Notre sort n'est guère enviable... Au mieux il y a le réveil d'une importante minorité parmi les jeunes, jeunes travailleurs avec une préparation intellectuelle supérieure à celle de 36 tout en ayant moins de possibilités de se former...

Ces jours-ci les événements de France nous ont tenus en haleine. Les informations dans la presse, la radio et la télé ont été écoutées et suivies avec un véritable intérêt. Sympathie du peuple pour le peuple, et également de ceux qui ont la digestion lourde pour les privilégiés de là-bas... Il n'y a pas eu d'indifférence ni de neutres. Tout le monde a pris parti. Maintenant nous attendons les élections. Je ne crois pas qu'il y aura des surprises et moins encore que le résultat puisse être la réponse aux problèmes posés.

10 juillet: un camarade de Montpellier

Attention, plusieurs copains m'ont fait la remarque suivante: ICO insiste trop sur l'affrontement (travailleurs-appareils bureaucratiques) et pas assez sur l'affrontement (travailleurs-pouvoir marchand). Cette critique a son importance.

Pour l'orientation d'ICO je suppose qu'il s'agit pour vous maintenant d'aborder le problème d'ICO organisation révolutionnaire. Personnellement dans ce cas précis, je pense que la question étant fondamentale, il faut agir avec prudence. D'abord réunir le plus d'informations possible sur mai et ses conséquences et attendre encore quelques mois. Une bonne masse d'informations constitue par elle-même une excellente base théorique. La formule actuelle d'ICO est déjà un embryon d'organisation révolutionnaire, précipiter les choses serait peut-être encore prématuré. Mais cela bien sûr c'est tout l'ensemble des camarades d'ICO qui en décidera.

COMITE d'ACTION REVOLUTIONNAIRE OUVRIERS-ETUDIANTS de la SORBONNE-Juillet 68

.... Les Comités d'action doivent opposer au pouvoir gaulliste et à l'action purement parlementaire "et légale" de la gauche leur Légalité Révolutionnaire. Car qui est légal pour qui? Prendre des mesures anti-grèves comme elles existent "légalement" en Allemagne, comme elles existent objectivement en France (prenons par exemple l'action policière à Flins, Sochaux, etc..) prendre des lois d'exception contre des

travailleurs étrangers (qui ne sont pas étrangers tant qu'ils se laissent exploiter) contre les étudiants étrangers, cela s'appelle la "légalité".

Mais quand des gens prennent possession de leur lieu de travail comme les ouvriers dans leurs usines, les étudiants dans leur faculté, eux rentrent dans l'illégalité.

Cela veut dire que la légalité de la démocratie ouvrière est opposée à la légalité bourgeoise. Cela veut dire qu'effectivement il y a une contradiction et que tout mouvement révolutionnaire s'il est vraiment révolutionnaire doit choisir: pour la légalité incarnée par les comités d'action contre la légalité bourgeoise.

Par ailleurs il ne faut pas limiter notre action en fonction de la peur qu'elle peut causer dans une certaine partie de la population car nous devons préserver nos idées et notre action dans leur originalité et leur spontanéité totales. Cependant il n'est évidemment souhaitable de faire pour et à ce propos il faut insister sur l'énorme effort d'information et de mobilisation de la population qui échoit aux Comités d'Action en particulier si dans un premier temps une mobilisation effective ne fut possible qu'à la suite de "mots d'ordre" lancés par l'UNEF, le SNE Sup ou les syndicats ouvriers classiques, c'est maintenant aux bases politiques que sont les Comités de prendre la relève en donnant ainsi à tout mot d'ordre une réelle représentativité. Cette représentativité n'existe que dans la mesure où les travailleurs s'intègrent en grand nombre aux Comités.

27 juillet

d'un jeune militaire français: Me voici redevenu un vrai dragon comme dirait le colon. Cela fait sept mois que je suis dans cette glorieuse collectivité que l'on appelle l'armée. Nous sommes toujours nourris avec 4f88 par jour, cela ne nous donne pas droit à des repas de gala (excepté quand le colon vient faire une visite). Les chiens de l'armée ont droit à 2000 Frs par an, soit à peu près 5f45 par jour. Si seulement nous pouvions être traités comme des chiens! Peu de choses à signaler, nous sommes toujours dans un état d'inutilité flagrante.

15 août : PARIS

De retour à Paris je viens de prendre connaissance d'une convocation à une réunion qui a eu lieu au mois de juillet. Je suppose qu'après cette extraordinaire période de lutte, elle a été particulièrement animée. Je ne pense pas que l'orientation fondamentale d'ICO (ce que nous sommes, ce que nous voulons) ait été modifiée pour l'essentiel. Syndicats intégrés à la société d'exploitation, nécessité de liaisons à la base entre les travailleurs de différentes entreprises, liberté d'opinion et d'action mouvement unitaire, autogestion; en mai, la "plateforme" d'ICO a été popularisée. Etudiant, je suis assez peu, voire pas du tout, au courant de la réalité de la vie syndicale aussi j'aimerais savoir s'il n'y a réellement aucune possibilité d'infléchir la politique d'un syndicat en militant à l'intérieur, à la faveur notamment d'un mouvement de lutte et donc d'une prise de conscience à la base, comme celui de mai-juin. Dans le dernier numéro des Cahiers de Mai, N° 3, il est relaté la réorganisation complète de la section syndicale Hachette visant à "animer dans l'entreprise un syndicalisme militant". Un mouvement de grande ampleur dans ce sens au sein des syndicats n'aurait-il pas pour effet de modifier totalement l'aspect de ces syndicats? Un tel mouvement est-il concevable? Si je vous pose ces questions c'est parce qu'il me semble qu'ICO s'assigne pour but ce que je considère être l'une des tâches du syndicat. Alors est-il vraiment impossible d'imposer au sein du syndicat l'organisation de libres discussions, est-il impossible d'y prendre des initiatives?

RÉPONSE

Je réponds brièvement à quelques unes des questions abordées dans ta lettre.. Les événements ont également confirmé pour nous la valeur de la plateforme et du fonctionnement d'ICO. Des groupes qui restaient axés sur des formes traditionnelles d'organisation se sont trouvés contraints et le sont encore, d'adopter cette même pratique malgré leurs efforts d'imposer leurs idées là-dessus. Donc pas question de modifier l'essentiel de nos positions. Cependant des problèmes étaient posés par certains camarades avant les événements, ils l'ont été aussi au cours de ceux-ci et nous les retrouvons encore maintenant. Ils paraissent concerner les modes d'expression et les rapports entre les camarades d'ICO, mais touchent finalement des questions théoriques. Peut-être les événements et l'expérience acquise par chacun faciliterait-ils un débat qui était difficile, pour ne pas dire impossible. Nous verrons... La question que tu poses au sujet du syndicat et de la possibilité d'y avoir une action et d'y imposer des discussions libres est une de celles dont nous débattons tous depuis que nous existons. La plupart des camarades d'ICO ont une "expérience" syndicale et ne sont venus à ICO qu'après avoir épuisé les possibilités d'agir "dans" le syndicat. Ils sont arrivés à la conviction que cette impossibilité ne tient pas aux hommes ou à tel ou tel facteur (par exemple le lien avec un parti) mais au fait que dans la société capitaliste moderne le syndicat ne peut jouer un autre rôle que celui que nous lui avons tous clairement vu jouer en mai et juin, aussi bien vis à vis de l'état que dans l'entreprise. Qu'à la faveur des circonstances, certaines sections syndicales puissent retrouver une certaine vie parce que certains peuvent les utiliser au cours d'une période de lutte, à exprimer un mouvement revendicatif, c'est bien évident, mais cela ne peut durer pour beaucoup de raison dont la première est que des organismes de lutte ne peuvent exister en dehors des périodes de lutte. C'est une question dont nous pouvons débattre plus longuement et qui mériterait une étude car beaucoup de camarades qui n'avaient jamais ouvertement contesté le syndicat essaient de le transformer ou de l'utiliser à la base. Leur expérience leur est nécessaire pour dépasser ce stade et il est nécessaire de pouvoir leur expliquer en quoi elle est limitée pour qu'ils n'abandonnent pas leur lutte par déception.

25 août : Bruxelles

Très brièvement quelques nouvelles sur ce qui s'est passé ici, suite aux événements de mai. (nous préparons actuellement une brochure sur le mouvement de contestation à l'ULB).

La contestation a pratiquement été limitée à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Là par contre, la prise de conscience a été assez marquée: discrédit total des partis (traditionnels ou non) et des syndicats (seule organisation syndicale représentée à l'ULB: la CCSP affiliée à la FGTB dont elle constitue l'aile "gauchiste"). L'assemblée libre (des étudiants occupant l'Université) suite à l'attitude hostile des syndicats a publié à son compte notre texte sur les syndicats en Belgique. L'hostilité de la section ouvrière de la CCSP-ULB était particulièrement marquée: les ouvriers font entrer de force le Conseil d'administration dans les locaux occupés. La délégation syndicale: "nous ne voulons pas la révolution. Nous ne voulons pas l'anarchie il nous faut un chef. L'occupation de locaux administratifs empêche les ordres d'arriver. C'est la pagaille. Nous ne pouvons plus travailler convenablement..." Malgré la présence du Conseil d'administration et 200 ouvriers hostiles, l'AL refuse d'évacuer les locaux. La délégation syndicale appelle les ouvriers à nous rentrer dedans. Le Conseil d'administration s'interpose. Administrateurs et délégation syndicale vont poser pour une photo devant l'université. (ça dégèle quand même une partie des ouvriers. Seuls une quarantaine suivent les délégués, et autant d'employés. Cf tract "qu'est-ce que représente le CA").

Après l'évacuation de l'Université par les flics, des ouvriers dont les délégués syndicaux occupent les locaux afin d'empêcher la ré-occupation par les étudiants. Grosse bagarre pour entrer à nouveau (il était une heure du matin et la présence des ouvriers était assez inhabituelle). Par contre, solidarité des travailleurs les plus désavantagés. Au 2^e jour de l'occupation collective des femmes d'ouvrage pour les étudiants occupants. Action commune avec quelques jeunes employés. (femmes d'ouvrage presque toutes étrangères). Les femmes d'ouvrage et des manoeuvres se réunissent en AL et posent des revendications. Syndicats et chefs de service convoquent une réunion obligatoire. Les délégués syndicaux veulent chasser les étudiants. "Les revendications posées par les femmes d'ouvrage sont irréalisables. Aucun patron ne peut les accorder sans se suicider". Les femmes veulent partir en grève. Le syndicat ne veut pas payer les indemnités de grève. Recul des nettoyeuses. Bagarre entre ouvrières syndiquées et non syndiquées. Les syndicalistes enseignants ("pour un conseil d'administration démocratiquement élu") sont violemment chahutés aux AL. Heurts violents aux dernières AL. Perspectives pour la rentrée?... (les "militants" préparent actuellement offensive contre Enragés et anarchisants - la scission entre ces deux tendances tourne à l'affrontement).

2 septembre :

Tchécoslovaquie:... cette fois il semble bien que l'unanimité s'est faite pour condamner cette agression impérialiste. Même le PCF qui ne pouvait faire autrement sans se suicider, surtout après mai et juin. Mais quel danger dans cette unanimité... Comme pour le Viet-Nam il va falloir expliquer que... et que... Nous n'avons pas davantage à nous ranger dans le camp anti-russe que dans le camp anti-américain. L'impérialisme de la Russie provoque des réactions nationalistes- Pologne et Hongrie 1956- Tchécoslovaquie 1968. C'est seulement en Hongrie que la révolte étudiante nationaliste entraîna une insurrection ouvrière mettant en cause la nature de classe de la bureaucratie. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, le prolétariat semble s'être tenu à l'écart. Quelques grèves, mais en fait le "prolétariat" s'est confondu dans la foule qui a manifesté activement ou passivement son nationalisme. Ça, après plus de 20 années de régime communiste !

le début de cet article est
à la page suivante au bout de
la flèche en haut à gauche

un camarade allemand

(à lire après la fin) ... je fis seulement une brève remarque: "après ce que vous venez tous de montrer je ne pense pas que je puisse vous faire une conférence sur le fait que le problème de base de la confiance humaine, notre incapacité presque complète à percevoir d'autres êtres humains comme étant là pour nous quand ils nous sont le plus indispensables n'est pas seulement un problème individuel mais aussi un problème social et politique". Lors de la séance suivante, l'un d'eux eut à quitter la salle en pleurant et le séminaire faillit se briser. Si vous n'avez jamais fait l'expérience d'un séminaire de ce type, il vous est difficile de comprendre le caractère explosif qu'il peut avoir. C'est l'espèce de séminaire que j'aurais aimé mener pour les ouvriers de Vauxhall en Angleterre et ce fut ce type de "séminaire non politique" conduit par un camarade qui précipita une révolte de la base dans une section locale du syndicat bavarois de l'imprimerie. Et tout révolutionnaire qui ne peut pas s'occuper en pratique et en théorie des problèmes illustrés par ces exemples n'est pas plus en contact avec la réalité moderne que ne le sont les stalinien ou les trotskystes. Mais pour revenir à ce que j'ai cherché à illustrer ces jeunes révoltés se plaignirent de ma façon de conduire le séminaire et la nature spécifique de leur critique était très intéressante si l'on considère qu'ils formaient un groupe libertaire très simple et non-avant-gardiste. Ils se plaignaient que je n'avais pas assez parlé. Je leur avais demandé de conduire

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

leur propre séminaire et de m'utiliser comme un outil. Et c'était beaucoup trop pour eux. Mon point de vue est: j'aurais eu des expériences similaires dans presque tous les groupes. C'est le problème de la société moderne, non que les bureaucrates et tous les autres détruisent les masses mais que cette société, à travers l'usine à idéologie -la famille- produit des structures psychiques qui à leur tour recréent et perpétuent la société qui les produit. C'est le terrain sur lequel nous aurons à faire notre travail d'éducation. Les événements de France ont confirmé ce que mes amis et moi disent depuis des années. Dix millions de travailleurs français ont pris l'initiative d'une grève générale, mais les structures psychiques produites en masse par l'usine idéologique de notre société, la famille, les empêche de continuer jusqu'au bout. Sans aucun doute, ils étaient prêts et décidés à le faire, mais la "crise des directions" pas celle dont les trotskystes parlent, mais on constata le nouveau avec horreur que les masses attendirent des ordres de leurs leaders plutôt que de prendre eux-mêmes le pouvoir.

Peut-être je peux illustrer ceci à une petite échelle en décrivant un séminaire que j'ai donné à un groupe de jeunes en révolte à Hambourg sur le sujet: psychanalyse et révolution. Ces garçons furent parmi les plus actifs à Hambourg pendant le week-end de Pâques lors des attaques contre les bâtiments du trust de la presse Springer. Quand je mène un tel séminaire, il est dans mon habitude de ne jamais parler plus de dix minutes chaque heure et même de consacrer ce temps principalement à poser des questions et à récapituler ce qu'ils ont dit. Par exemple, une des deux séances d'une heure consistait en ceci: je suggérais qu'ils ferment les yeux, se relaxent et rêvent éveillés et leur proposais le rêve suivant (âge de 16 à 22 ans principalement): imaginez-vous dans une situation où vous désirez confier quelque chose de personnel sur vous à vos parents, et où vous avez besoin de leur avis et de leur aide; commencez le rêve par un acte de votre volonté, mais alors laissez-le aller ensuite sans le contrôler ou le réfreiner. Après qu'ils eurent fait ceci, je demandai à chacun de raconter son rêve. Pas un seul sur 28, même dans son rêve, ne réussit à comprendre ceci. Il y avait des réponses dans le genre: "j'ai vu mon père avec la liste des commissions à la main, debout impatient à la porte et ma mère prendre les clés de la voiture". Alors je leur demandai d'essayer le même rêve, mais cette fois d'essayer quelqu'un qu'ils choisiraient. Pas plus de cinq furent capables même en rêve d'imaginer une autre personne.

(suite de la lettre page précédente)

oooo oooo

CINQ LIVRES SUR MAI

MAI 68 en France, ce fut le temps de la parole, de la parole proférée d'abord, devenue très vite une parole imprimée, laquelle a déjà rempli une bonne quarantaine de livres. On s'attachera ci-dessous à discuter les édées de base présentées dans cinq de ces livres, et non à relever telles ou telles lacunes, dont quelques unes sont inévitables, et les autres liées à une vision politique discutée ici sur son plan propre.

L'INSURRECTION ETUDIANTE 10/18,5 Frs - est un volumineux montage de documents qui couvre seulement la période du 2 au 13 mai, à Paris uniquement. Il s'agit avant tout d'un choix de coupures de presse, de déclarations de personnalités, de tracts, etc.. classés jour par jour. Ce choix embrasse une très large gamme d'opinions qui, par définition, sont toujours celles de tendances dites représentatives; il est complété par une description minutieuse de l'événement où apparaît l'élément spontané, "inorganisé". Cette publication est la première d'une collection, "Cours nouveau", consacrée à l'approfondissement théorique des problèmes relatifs "au changement révolutionnaire dans les pays fortement développés". Voilà qui explique la décision d'en faire un recueil de matériaux destinés à être exploités ensuite dans les autres volumes de la collection. Tel quel, ce ne serait guère plus qu'un aide-mémoire si le principal responsable du choix

Marc Kravetz (ancien dirigeant de la F G E L, groupe d'étudiants plus ou moins gauchistes de Sorbonne-Lettres) ne l'avait accompagné de commentaires critiques. Ce faisant, il exprime avec un réel talent d'écrivain, une tendance très fréquente chez les "militants" étudiants à forte imprégnation de marxisme-léninisme (au sens large): scinder en deux parts le mouvement de mai, au plan de l'analyse s'entend. En premier lieu, il y a les étudiants qui "n'admettent plus que n'importe qui en leur nom décide souverainement", refusent désormais "la diplomatie des appareils", savent "que la lutte n'a été possible que dans la mesure où ce ne sont pas des réunions et des motions qui en ont décidé, mais la volonté de la rue". Ils savent aussi que "cette volonté a besoin d'être instruite, mais par son propre travail, non par des appareils organisés". (pp.223-24). Et si le mouvement a pris une ampleur pareille, c'est grâce à l'absence de l'U N E F qui pouvait constituer un niveau de rationalisation suffisant entre la revendication immédiate et la révolte pure, canalisant ainsi l'énergie d'une forte minorité du monde étudiant". (p.25). Pour les travailleurs, les choses sont exactement inverses: "ni la grève générale ni le mouvement qui l'a suivi n'auraient eu lieu sans des années de combats obscurs et de patients travaux", dirigés par les syndicats; et "rien en fait n'eut été possible sans l'existence d'un mouvement ouvrier fortement structuré". Kravetz fait même valoir à ce propos que s'il se passe peu de choses en Allemagne, malgré un mouvement étudiant "cet fois plus structuré que le nôtre", c'est que "la force autonome du mouvement ouvrier français et son haut niveau de conscience politique n'ont pas d'équivalent aujourd'hui en Allemagne (29-30). Comparaison douteuse qui repose sur une épithète, la distinction entre un mouvement qui serait "autonome" (souligné par M.K.) et un autre qui ne le serait pas. Car enfin, le P C F n'apparaît pas "extrêmement puissant et organisé" quand on le compare à la social-démocratie allemande d'aujourd'hui, c'est même tout le contraire; et la centrale syndicale D G B, peut, au moins autant que la C G T se targuer d'une "longue tradition de luttes ouvrières" et plus qu'elle d'efficacité dans les négociations avec le patronat. Certes, les organisations françaises sont moins intégrées que les allemandes à l'appareil de gestion capitaliste, mais qui peut nier qu'elles aspirent de toutes leurs forces à cette intégration et soumettent à cet objectif l'ensemble de leur tactique? En l'occurrence, comparaison n'est pas raison, c'est le moins qu'on puisse dire!

Il est vrai qu'en France, du fait des conditions imposées par le patronat à la fixation du prix de la force de travail, les syndicats recourent plus fréquemment qu'en Allemagne à la grève; mais il s'agit en général d'actions de très courte durée et sans prolongements immédiats (une heure en fin de journée, le plus souvent). Un grand nombre de délégués syndicaux déplorent à bon droit que ces consignes ne sont suivies à la base qu'avec beaucoup de réticences, pour ne pas dire plus. Mais comment en irait-il autrement, étant donné l'inefficacité évidente de ces actions, étant donné aussi que le patronat consent régulièrement des augmentations de salaires qui, compte tenu de la croissance régulière de la production ne lui coûtent rien, mais n'en sont pas moins réelles (encore qu'inférieures en France à ce qu'elles sont dans les autres pays du Marché Commun)?

Sans doute existe-t-il un rapport visible entre la passivité ouvrière en période d'expansion économique et salariale, et la passivité syndicale. Mais la première est liée à une conjoncture donnée et lorsque celle-ci évolue, l'attitude des travailleurs elle aussi évolue, soit vers une combativité nouvelle, soit vers la soumission absolue. Il n'en est pas de même pour la passivité des syndicats que ces deux tendances menacent également: la combativité ouvrière parce qu'elle tend naturellement à les éliminer en leur qualité de représentants des formes les plus avancées de la lutte de classes; la soumission absolue parce qu'elle leur retire toute base de masse et, partant, leur enlève tout espèce de poids dans la société (voir la branche orientale du capitalisme). Expression de l'incapacité des producteurs à prendre en main eux-mêmes la gestion de leurs affaires, les syndicats ouvriers ne peuvent vivre et prospérer que dans l'harmonie sociale, d'où leur attachement à la détermination des salaires.

dans les périodes de crise sociale, c'est de chercher à maintenir à tout prix les conditions de la période précédente, tout en s'efforçant en second lieu de conquérir à leur profit quelques avantages nouveaux. Et les "combats obscurs" et les "patients travaux" d'hier ne servent qu'à justifier l'immobilisme dans le "combat au grand jour", ainsi qu'à dénoncer l'"impatience".

En outre, et cela est plus important encore, la forme syndicat ne tend pas simplement à refléter une certaine passivité ouvrière, mais bel et bien à la renforcer, quand ce n'est pas à la créer sur des plans où elle demeurait latente. La relation chef-masse, qui domine à l'intérieur de ces organisations comme au sein de la société globale brise l'esprit d'initiative à la base, oriente les énergies vers la défense d'intérêts catégoriels (et donc accroît la division et la faiblesse des producteurs) et donne en tout la primauté aux procédures de "dialogue" (discussions paritaires, arbitrage étatique, etc..) c'est-à-dire à un marchandage où les rapports de force (le marché) jouent à peu près exclusivement contre les demandeurs. Face à cette relation de dépendance se font jour, chez les producteurs des aspirations à l'autonomie, à la décision responsable sur tous les plans. Tel est d'ailleurs, le type de réaction qui a dominé, au moins quelques temps, en mai-juin derniers et dont la manifestation la plus saisissante fut le rejet du "constat d'accord" de Grenelle. Marc Kravetz voit clairement cet aspect des choses quand il s'agit du mouvement étudiant, qu'il connaît bien, mais cesse de le percevoir lorsqu'il passe au mouvement ouvrier; sur ce plan, il se contente de puiser dans le vieux trésor des idées reçues. Cette fixation au passé, entrecoupée parfois de réflexions issues directement du présent, est plus sensible encore dans Stratégie et Révolution en France 1968 (C. Bourgeois, 10 Frs) d'André Glucksmann.

Cette fois, on se trouve devant un essai d'élaboration systématique. L'auteur, attaché de presse au C N R S a déjà composé un Discours de la guerre, fleuve encombré de spéculations abstruses et dont la thèse fondamentale paraît être que les stratégies militaires sont liées à un certain état des forces productives, d'où il s'ensuit que la stratégie chinoise, fondée sur la guerre populaire, voue à l'inefficacité l'arme suprême de l'impérialisme américain, la guerre nucléaire. Bref, la reprise ponctuée de citations de Clausewitz et de Hegel, d'une idéologie née dans un contexte bien particulier, celui des guerres limitées d'aujourd'hui, et limitées essentiellement du fait de l'impérialisme. Pour en venir au second traité, on pouvait supposer qu'il chercherait à dégager, outre les forces matérielles et spirituelles qui s'affrontèrent en mai la tactique d'offensive suivie en premier lieu par la classe dominante, puis de retraite toutes forces intactes pour "laisser pourrir" et enfin d'offensive généralisée, simultanément policière et idéologique, une fois acquis le soutien inconditionnel des syndicats et partis ouvriers. Il pouvait montrer comment ces derniers prirent conscience de la situation après le rejet massif des accords de Grenelle et comment, en raison de leur peu de consistance, ils furent finalement joués et muselés mieux que jamais. Souligner aussi la faiblesse et l'indécision d'un mouvement trop brusque et trop récent pour aller jusqu'au bout, malgré son énorme puissance, et d'ailleurs trop imbu encore des idées et des valeurs de la période précédente pour rompre absolument avec l'ordre existant.

Mais A.G. part de l'idée qu'il existe un "socialisme latent" (49- et de citer Lévi-Strauss, à ce propos !) chez les travailleurs dont la "spontanéité est le produit d'une longue expérience de la lutte de classes" (85), condition nécessaire et suffisante pour qu'une "étincelle puisse mettre le feu à la plaine", selon la formule de Mao (14). Seulement, le développement a été bloqué, le P C a fait office de "cran d'arrêt" à tout freiné; à présent, il se trouve cependant exposé à une triple contradiction: il risque en effet d'être débordé sur sa gauche par d'autres organisations, d'être dépassé à droite et à gauche par ses propres cadres, enfin d'être "réduit" par le "parti de l'ordre" (69). Plus encore ce cran d'arrêt est international, du fait de la relation du P C à la Russie et des sympathies naturelles des dirigeants américains pour la bourgeoisie française, mais les grandes puissances "ne peuvent apporter qu'un soutien

moral indirect aux forces d'ordre"(78) .

Sur ce dernier point, on retrouve la stratégie "chinoise" qui tient tout à la fois de l'autopersuasion, à la docteur Coué, et de la rationalisation d'un état provisoire des choses. Comment admettre pourtant l'idée que les grandes puissances se contenteraient d'assister à peu près passives à l'extension réelle d'un processus de subversion sociale en France? N'est-ce pas plutôt que leur passivité relative étiat à la mesure de la faiblesse matérielle du mouvement de mai, incapable dans sa phase initiale de dépasser le premier élan? Et sa "spontanéité" pour en venir à l'argument qui précède, dans la mesure où elle fut durablement effective, a été la négation et non le prolongement d'une longue expérience de luttes sous la houlette des syndicats et des partis; de là aussi l'écho profond que le mouvement à ses divers stades a rencontré dans le pays comme en de nombreuses contrées.

Qu'une négation de ce genre, presque inconcevable, il y a peu de temps encore, ait trouvé assez vite ses propres limites, voilà qui va de soi; qu'elle ne puisse se renforcer et prendre véritablement corps que dans de nouvelles phases de la lutte, voilà qui paraît aujourd'hui évident. Reste à savoir si la perspective consiste en un combat d'abord et surtout politique, au sens vulgaire de l'essor de nouveaux partis conçus en fonction de luttes anciennes dans des pays arriérés (conception qu'A. G. illustre au moyen d'une surabondance de citations tirées de Marx et de Lénine), ou d'abord et surtout dans le développement d'une nouvelle mentalité qui nie le passé et son attachement aux luttes parlementaires, aux revendications immédiates, etc..

Qu'est-ce que de nouveaux partis peuvent donc apporter de positif? Sans doute des incitations à l'action. Il est clair cependant que celles-ci, sans être vaines, ne suffisent pas à créer la "matière" du mouvement, et moins encore à lui imprimer une dynamique. Alors, eh bien, A.G. repousse en premier lieu l'idée d'un parti de style bolchevik, fortement centralisé et discipliné. "Il s'agit plutôt dit-il, d'équipes de travail réunissant des "spécialistes" capables de définir les tâches techniques les plus urgentes de la révolution (de l'économie, de l'autodéfense, etc..). Sur le front de l'activité théorique, il est possible d'établir des plans d'action permettant de maîtriser les circonstances variables et l'urgence des tâches à accomplir" (II2). Trois pages plus loin, pourtant, il est précisé que si la répression vient à s'aggraver (ce qui dans le cas d'une nouvelle extension du mouvement est une certitude), "le type de parti léniniste, fortement centralisé, hiérarchisé et dissimulé, passe à l'ordre du jour" (II5).

Le but final de ce parti sera d'instaurer "l'organisation décentralisée et populaire d'une France socialiste pratiquant la démocratie jusqu'au bout" (77). Mais il y a belle lurette que ce Clausewitz, qu'A.G. aime tant, notait à juste titre, dans le célèbre passage où il proclame que "la guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens": "on ne peut concevoir le moyen indépendamment de la fin" Comment le moyen, le parti hiérarchisé à l'image des sociétés de classes, pourra-t-il conduire à la "vraie" démocratie? Cela fut et cela reste le mystère des mystères de l'idéologie léniniste, et l'on ne voit pas comment ce moyen ayant donné les résultats que l'on sait jusqu'à présent (et cela seulement dans des pays arriérés, ou en vertu d'une occupation militaire), il pourrait en donner d'autres à l'avenir.

Quant aux "spécialistes", aux "plans d'action" et autres, ou bien ils surgissent de la lutte et de l'initiative des masses, dans la mesure où celles-ci du fait de leur situation dans la production- parviennent à jeter les bases politiques et économiques de leur pouvoir; ou bien dans la négative, ils prennent tôt ou tard un caractère réactionnaire. Les événements parisiens l'ont montré une fois de plus le jour où l'un de ces "groupes d'extrême-gauche étudiants-ouvriers"- qu'A.G. appelle à se "rassembler" en un parti- la F E R (qu'il néglige de citer dans son inventaire et il est vrai) a adopté, en refusant de se joindre aux camarades sur les barricades, une attitude de "spécialiste" uniquement préoccupé de faire triompher ses "plans d'action" sectaires- ce pour quoi la F E R est légitimement méprisée par les "inorganisés", capables eux d'agir et de secouer la société avec des "spécialistes" et des "plans d'action"

surgis sur le tas; imparfaits et novices oui, mais efficaces et ouverts sur le futur.

Il y aurait à redire aussi sur l'idée selon laquelle en mai l'Etat bourgeois ne pouvait compter que sur quelques secouades de policiers, de commandos privés et de militaires (60). Si tel était le cas, comment De Gaulle a-t-il pu d'un discours et d'un seul, retourner la situation à son profit? Certes, l'action du P C et des autres partis lui fut alors du plus précieux secours- et A.G. dit très bien qu'"en défendant l'Etat bourgeois, ils luttent pour leur propre survie" (61). Mais, pour cela, il fallait aussi que les appels des uns et des autres soient entendus, il fallait que la conscience bourgeoise soit profondément intériorisée dans la masse des producteurs. Et c'est pourquoi le mouvement ne peut aller de l'avant que s'il acquiert une mentalité nouvelle, recherche la solidarité active dans la lutte, et non la sécurité passive dans l'emploi, recherche que des arguments politiques -tels ceux d'un parti- peuvent parfois exprimer, mais jamais susciter et développer.

En définitive, le petit livre d'A.G. même quand il soulève des problèmes réels, et sur lesquels la discussion reste ouverte, demeure singulièrement court d'idées quand son auteur n'a pas la bonne citation sous la main. Ainsi, dit-il, et on l'approuve sur ce point, que la remise en marche d'usines en grève revient à poser cette revendication: l'abolition du salariat. Et, bien qu'il s'empresse d'ajouter sans songer un instant à justifier sa prise de position, que cela "n'implique pas la disparition immédiate du salaire", il a malgré tout le mérite d'insister sur la nécessité d'un mécanisme régulateur. Puis, ayant rappelé que les "grands économistes américains" admettent aujourd'hui, "qu'il convient de régler les échanges internationaux par des conversations entre responsables plutôt que par des "mécanismes aveugles" de la circulation", il écrit ceci: "La participation des chercheurs, des techniciens, des jeunes cadres au mouvement de mai a distingué la hiérarchie financière et la responsabilité technique dans l'économie française. Le règne de la parole succédant à celui de l'argent les décisions prises en fonction de l'utilité sociale et non de la rentabilité d'intérêts à plus ou moins court terme, le débat public au lieu des tractations privées le contrôle de la production par les producteurs : le socialisme" (52-54). On ne sait trop ce que signifient ces propos vaseux: la "responsabilité technique", qu'est-ce que c'est? qui décidera de "l'utilité sociale" et sur quelles bases le "débat public" sera traduit en données comptables et en décisions pratiques? Mais, puisque A.G. a un faible pour les citations, en voici une qui devrait lui donner à réfléchir; elle est de Karl Marx dénonçant les économistes bourgeois radicaux qui "laissent subsister le travail salarié et donc la production capitaliste" (lettre à Sorge, 30 juin 1851). Quant à nous, nous avons abordé ce problème à la fin de notre brochure sur la Grève Généralisée en France.

Pour mieux saisir l'ambivalence de ces propos, le fait qu'au stade actuel ils peuvent soit exprimer une vision bourgeoise abstraite et radicale, soit constituer un point de départ concret mais à dépasser au cours de la lutte pour un monde nouveau, il n'est que de consulter les Idées de Mai (Callimard, col. Idées, 3250) où un universitaire, Sylvain Zegel, a compilé des travaux de commission, des manifestes et motions diverses. Mis à part des textes directement liés à l'événement (concernant par exemple les comités d'action) ce qui frappe dans ce recueil, c'est l'importance des préoccupations purement corporatives (et il paraît peu probable que l'auteur de ce choix ait "triché" car il semble plutôt flasque, le genre honnête au jugement "calanqué"). Qu'il s'agisse d'enseignants, de médecins, d'urbanistes ou de cinéastes, les problèmes examinés le sont dans le cadre et dans l'optique professionnels. Serait-ce parce que ces professions, ou du moins leurs éléments les plus jeunes, ne disposent pas de véritables organisations syndicales, de groupes de pression spécifiques? En un sens, oui. Ces professions en effet, ou bien manquent d'organes "représentatifs" ou bien, au contraire, sont soumises (médecine, architecture, pharmacie, etc..) à une réglementation ultra-corporatiste et malthusienne, promulguée par le régime pétainiste et inchangée depuis, alors qu'elles traversent une profonde crise d'adaptation à la société moderne

Les traits essentiels de ces "idées de Mai" sont bien connus: la contestation, c'est-à-dire la critique théorique et pratique des structures professionnelles en proie au féodalisme d'une administration de mandarins omnipotents; la participation c'est-à-dire la reconnaissance, selon des modalités variables et au sein d'une branche déterminée, d'une part à l'usager (étudiant, locataire, malade, spectateur, etc..) d'un certain rôle de facteur actif dans la prise de décision globale, et d'autre part aux professionnels d'un droit de regard sur la gestion financière de leur branche, quand celle-ci dépend d'organismes étatiques ou autres.

En règle générale, ces textes sont muets sur les moyens à prendre pour imposer la satisfaction des revendications ainsi émises. Faute de tout autre indice, on a l'impression que le succès en la matière était attendu des élections et de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche; aussi bien dans tous les cas, ces propositions reprennent ou rejoignent les programmes discutés jusqu'alors au sein des clubs et du P S U. Mais la différence c'est qu'elles ne sont plus associées directement à des considérations parlementaires, qu'elles ont été discutées plus ou moins sérieusement suivant les cas, mais toujours avec intensité par tous les éléments jeunes et actifs du métier concerné - même par ceux qui se classent à "droite". Et l'échec électoral ne fait pas disparaître les problèmes; à l'inverse il est susceptible de les poser en termes nouveaux aux yeux de ceux qui, pris dans un étau insupportable, aspirent à en sortir. Ainsi les jeunes architectes affirment-ils: "quelles que soient les aventures que connaîtra la politique tout est bon de ce qui sape le capital privé, fait disparaître les mandarinats et provoque effectivement la base à exiger sa participation au pouvoir et à la prendre" (149).

Réformisme donc, si l'on tient à lui coller une étiquette, dont il est aussi facile de démontrer ou bien qu'il vise à aménager le Capital sur des bases renouvelées, ou bien qu'il met réellement en danger les corps privilégiés dans des branches données. Car si ces revendications vont dans le sens du rajeunissement d'un appareil oppressif périmé, elles se heurtent également à des intérêts en place, extrêmement puissants et qui se confondent en pratique avec les structures mêmes, humaines et morales, du capitalisme français. Sans doute, ce genre de tendance, comme tel, peut-il l'emporter mais avec le temps, beaucoup de temps, et mille compromis; en revanche, sauf le cas échéant, dans tel ou tel secteur particulièrement retardataire et remuant (l'Université) il n'a aucune chance de s'affirmer dans un proche avenir sans qu'il y ait de la casse, une lutte résolue. Ce qui, dans de tout autres conditions assurément, vient de se passer en Tchécoslovaquie, le montre bien: le réformisme réel, même allant dans le sens des intérêts abstraits du Capital, ne peut que s'imposer partiellement et au prix d'un combat acharné, dont l'appui massif de la population reste la condition première et sine qua non. En Tchécoslovaquie, la nouvelle bourgeoisie a pu jusqu'à présent négocier ce soutien à l'aide d'une manipulation des réactions populaires, et d'abord en jouant d'un nationalisme engendré par une haine légitime de l'ancien système, de ses hommes comme de ses alliances et de son idéologie; en France, le "pouvoir intellectuel" est trop faible, parce que fragmenté en catégories trop séparées pour lui permettre de se poser en classe historique et cela dans une situation nationale trop différente, pour obtenir des résultats tant soit peu équivalents et cela uniquement à son profit propre.

Aussi malgré certaines apparences, le "pouvoir intellectuel" de mai, après un prodigieux bond spirituel en avant, ne s'est vu consentir au plus que des concessions mineures et catégorielles. A cet égard il en est au même point que le "pouvoir ouvrier", ce mouvement surgi en grande partie hors de la volonté des syndicats et qui s'est plu ou moins poursuivi contre elle. Sans doute les discussions dans les entreprises n'ont-elles pas atteint un niveau comparable à celui de la contestation dans les professions intellectuelles; mais c'est aussi qu'en réalité sur le plan de l'atelier, du bureau ou du service, des réformes de structures, ça ne veut pas dire grand'chose: là il n'y a plus de mandarins à qui l'on peut espérer rogner leurs prérogatives, sans mettre en cause tout le système autrement que par des références verbales. Vouloir scinder le

mouvement en deux, une aile marchante, les étudiants et les jeunes intellectuels, et une masse à peu près amorphe, attachée seulement à d'illusoire satisfactions économiques. Les travailleurs, ne correspondent pas, tout bonnement, aux faits. Certes, et il est inutile de revenir là-dessus, la masse étudiante a fait office de détonateur, mais il ne s'ensuit pas de là que, passé un certain seuil - la reprise du travail un peu partout elle n'ait pas elle aussi obéi aux vieux réflexes de passivité et de crainte. Mieux encore c'est à ce moment que les gens de l'UNEF et des diverses nuances marxistes-léninistes ont pu prendre la direction effective des opérations.

C'est pourtant sur ce thème de l'aile marchante et du poids mort qu'est bâti la Brèche (Fayard, 10 frs), recueil d'articles de trois sociologues (dont deux universitaires de profession): Morin, Lefort et Coudray. Ne sont-ils pas unanimes à souligner, d'une part, que l'Université en soi " a une fonction stratégique dans le maintien du modèle qui commande la nouvelle division technique du travail et les clivages entre les diverses catégories de dirigeants et d'exécutants" (L., 58), d'autre part, que "la classe ouvrière voulait aussi s'intégrer à la civilisation du bien être" (M. 82)? "Les ouvriers, dit C., de son côté, se sont mis en grève, mais en ont laissé aux organisations traditionnelles la direction, la définition des objectifs, le choix des méthodes d'action. Tout naturellement, ces méthodes sont devenues des méthodes d'inaction". A quoi l'on répondra avec "le 22 mars" (Ce n'est qu'un début..., 57): "ils n'ont pas de solution de rechange à leur portée. L'occupation des usines a suivi l'occupation illégale de la Sorbonne et des autres édifices publics". C. lui-même n'écrit-il pas: " l'on compose une signification sans rapport avec les événements(...) lorsqu'on juge ce qui a été par rapport à quelque chose qui "aurait pu être" (129)? Or, ce qui s'est passé ne fut pas, et ne pouvait pas être une révolution: après des dizaines d'années de luttes limitées, toute une longue expérience de soumission aux divers pouvoirs, il était inconcevable que surgisse d'une semaine à l'autre une conscience et une volonté de classe suffisamment puissante pour amener ceux qui en étaient animés à chasser les bonzes syndicaux - tout un monde, toute une période historique - des entreprises où ces bonzes régnaient en maîtres, et à remettre en marche au moins une partie de l'appareil de production. Idéalement, on pouvait prétendre que le problème s'est posé au moment des accords de Grenelle, mais la classe dominante avait encore toutes ses forces intactes, en premier lieu sa puissance idéologique, tandis que l'ampleur du mouvement et sa soudaineté (en même temps que sa parcellisation soigneusement maintenue) permettaient à l'ancien réseau de coordination - les syndicats - d'en garder le contrôle. Aussi bien, tout le monde savait que pour aller plus loin, il faudrait se battre, et l'on a préféré déposer un bulletin de vote plutôt que d'accomplir le dur effort qui consiste à gérer ses affaires soi-même. Oublier cela c'est donner dans cette "mythologie ouvriériste", que C. sait si bien dénoncer chez les autres: " comme si la classe ouvrière n'était qu'une immense poudrière révolutionnaire" (115).

On vient de voir en Tchécoslovaquie combien il était relativement facile pour le Pouvoir de faire triompher ses vues en demandant aux gens de rester tranquilles passifs, et combien demeurait isolée la minorité qui les invitait à réagir. En mai, sans doute la situation était très différente dans la forme, mais pas dans le fond au moins sur ce point essentiel: une conscience se cherchait confusément, malgré une longue et paralysante tradition de luttes partielles et fragmentées, souvent même plus esquissées que profondément vécues.

Qu'on ne s'y méprenne pas! Il ne s'agit nullement ici de présenter une défense et illustration du comportement ouvrier en mai 68, pas plus que de chercher des motifs de consolation ou d'espoir, mis de discuter un point de vue qui revient en définitive à confier l'orientation, sinon même la direction du mouvement, à une catégorie sociale déterminée. C'est déjà une théorie bien vieille que celle qui prétend que la classe intellectuelle est appelée à remplacer la bourgeoisie en tant que classe dominante, quel détenteur des connaissances va inmanquablement prendre la succession du détenteur du capital mort. Nous avons publié à ce sujet une critique de Paul Mattick, déjà ancienne mais pas trop démodée encore, semble-t-il. Cette théorie n'a-t-elle pas

été reprise récemment par Alain Touraine un sociologue officiel qui a notamment eu la charge d'enquêtes sur les ouvriers de chez Renault, c'est-à-dire d'enquêtes destinées à étudier la meilleure manière d'augmenter le rendement en attirant (ou essayant d'attirer) l'attention de la direction de l'entreprise sur les conditions de travail. Que des conseillers de ce genre puissent se figurer que tout irait mieux pour tout le monde si leurs avis "techniques" étaient suivis, cela se conçoit. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Le Capital n'est pas seulement une puissance abstraite soumise à des lois tout aussi abstraites; il s'incarne aux divers échelons dans des rapports de force et des mentalités engendrant des situations où il arrive aux privilèges, à la routine, et au reste de l'emporter durablement sur la recherche du profit, mais où les conseils d'experts ou de politiciens vont à la corbeille à papiers plus souvent qu'il n'en est tenu compte, peu ou prou.

C. ne paraît pas aller aussi loin que Touraine et tant d'autres; il se borne à souligner ceci: "il est totalement inutile de discourir interminablement sur la révolution scientifique-technologique si on ne comprend pas ce qu'elle entraîne tout d'abord, que l'industrie de l'enseignement et de la culture est d'ores et déjà quantitativement et qualitativement, plus importante que la métallurgie et que cette importance ne cessera de s'accroître". La constatation est certainement très juste, (encore qu'elle n'explique pas pourquoi le corps étudiant en général, et dans le monde entier a cessé d'être un bastion de la réaction et pourquoi il est contraint, dès que sa lutte prend une certaine ampleur, de chercher à faire sa jonction avec les autres catégories de travailleurs). Mais dans l'immédiat que faut-il en conclure? Nous rejoignons C. et ses amis quand ils rappellent à quel point les groupuscules marxistes-léninistes "reproduisent en leur sein la division dirigeants-exécutants" (105). Mais après?

Quand on aura dit et redit avec nos auteurs que la classe ouvrière n'a pas, ou n'a plus, un rôle moteur dans les grands affrontements sociaux, quelle perspective en découle? Les professeurs libéraux allemands ont tranché, eux, à propos du S.D.S.: c'est la naissance d'une "nouvelle opposition" d'un élément qui peut être sera un facteur d'animation dans la vie politique de la prétendue société de consommation. C'est d'ailleurs ce qu'assure à sa façon, Morin, le plus brillant, le plus parisien du trio, saluant la réintroduction "des ferments traditionnels de contestation" (87) Et Lefort, plus professoral et réservé est d'un avis somme toute assez proche: "Le Pouvoir, en quelque lieu qu'il prétende régner, trouvera des opposants qui ne sont pas prêts néanmoins à en installer un meilleur (...) De toutes les occasions, ils se saisiront pour stimuler les initiatives collectives, abattre les cloisons, faire circuler les choses, les idées, et les hommes, mettre chacun en demeure d'affronter les conflits au lieu de les masquer" (62). Seulement, quand la plaine est inondée, aucune étincelle jamais n'y mettra le feu. Les événements de mai, pour continuer la métaphore, ont creusé un premier canal d'irrigation. Ils ont montré au moins à un certain nombre de participants, que les vieilles formations, les vieilles théories, s'étaient muées en forces de freinage. Ils ont aussi amené la naissance de formes nouvelles (dont il n'est parlé nulle part dans la Brèche): les comités d'action qui se situent au moins en principe, en dehors des organisations traditionnelles. Enfin, ils ont mis en lumière ce fait fondamental: la grève et la manifestation sauvages, l'action exemplaire et autonome "là où on est", constituent le seul moyen de secouer le vieux monde oppressif et, peut-être de le renverser. Mais s'il en est ainsi, que penser des propositions qui, malgré les clauses de style, tendent à faire sortir la lutte du cadre de l'entreprise et de la société pour l'enfermer dans un carcan syndical? Ne serait-ce pas la conclusion naturelle de la stratégie prônée par Coudray: "il faut conjoncturellement inciter les travailleurs -sans laisser aucune illusion sur le syndicat comme tel- à rejoindre la CFDT parce que moins bureaucratique, et plus perméable à sa base aux idées du mouvement, mais aussi et surtout pour y poser cette question et cette exigence: l'autogestion n'est pas seulement bonne pour l'extérieur, elle est tout aussi bonne pour la section syndicale le syndicat, la fédération et la confédération" (III-12). N'est-ce pas ce que les pro-

chinois et autres proposent de faire à la CGT? A qui rime ce projet de renverser la relation chef-masse à l'intérieur d'une organisation qui, par sa structure, sa fonction dans la société et la mentalité de son appareil dirigeant ne peut être réglé par aucune autre?

Ces "incitations" bien entendu, s'adressent à la masse. Mais l'élite étudiante se voit, elle, réserver des activités plus passionnantes. Coudray présente en quelque sorte comme un modèle le "mouvement du 22 mars" et, lorsqu'il se fait l'avocat de la "constitution immédiate d'un mouvement révolutionnaire", en reprend purement et simplement l'organigramme (IO7-08), lequel à ce qu'il paraît, n'a guère eu l'occasion d'entrer dans les faits.

Le "22 mars", il a essayé de se raconter lui-même dans Ce n'est qu'un début, continuons le combat (Maspéro, Cahiers libres, N° 124, 9frs). Il ne s'agit pas d'un écrit doctrinal, d'un texte visant à la cohérence absolue, au système. Quelques militants se sont trouvés auprès d'un magnétophone, fin mai-début juin; ils ont tenté de s'expliquer un peu au jour le jour et ces déclarations ont été complétées par des documents publiés par le mouvement ou ayant circulé en son sein. On y saisit l'évolution du groupe et ce qui, dans la période considérée, fut à la fois sa force et sa faiblesse: la faculté d'improvisation. Force, on a vu pourquoi dans les rues et dans les entreprises; faiblesse, parce que l'orientation exclusive vers l'action a fait oublier la réflexion. Que cet oubli, sur le moment, allait de soi, voilà qui paraît évident, mais après coup, cette lacune ne ressort qu'avec plus de netteté. Sans doute, nous ne sommes pas très bien placés à I C O pour émettre ce genre de critiques; il suffit d'ouvrir nos bulletins pour y constater plus d'une fois les contradictions d'une page à l'autre, une négligence à l'égard des considérations de théorie pure, des survivances d'idéologies passées qui n'empêchent pas d'accorder au moment présent une importance excessive, bien d'autres choses encore, et, par dessus le marché, le M.22 a eu une capacité d'action à laquelle nous ne saurions prétendre. Nous avons beau savoir cependant nos difficultés et nos faiblesses à les surmonter, liées en grande partie à la période que nous venons de traverser et à la mentalité de scepticisme désespéré et de résignation mal acceptée que celle-ci ne pouvait manquer d'engendrer, certaines insuffisances ne nous en paraissent pas moins choquantes.

Les camarades du M.22 ont su créer un nouveau style d'action. La raison pour laquelle cette action a porté, dans une situation déterminée, est claire: il s'agit d'un groupe opérant à l'intérieur d'une entreprise déterminée, répondant à la provocation permanente des institutions par d'autres provocations, et uni pour l'action en fonction d'idées qui, dans une première phase, n'étaient pas mises en question par les problèmes de l'action elle-même. En ce sens, la définition que le M.22 donne de lui-même ne recouvre qu'une partie de sa réalité: "ses membres ne sont pas unis par une série d'analyses, par une idéologie communes. Ce qui fait la cohésion du 22 mars, c'est la société politique bourgeoise, par la réaction qu'elle a contre nos initiatives" (40). Mais l'unité d'action avec des éléments d'inspiration marxiste-léniniste ne pouvait durer, à partir du jour où l'action sortait du cadre physique de l'entreprise, c'est-à-dire de la Faculté: "Les groupuscules qui prétendent "capitaliser l'avant-garde" ont un comportement comparable, en fin de compte, aux chiens de garde des bureaucraties syndicales (I). Ils veulent

(I) Signalons pour mémoire ce jugement d'un responsable cégétiste fustigeant "ceux qui prétendent combattre la machine bureaucratique pour mieux la remplacer par de multiples "mini-bureaucraties" dont ils seraient les chefs". (G. Desseigne, "de Prague à Canossa", Le Monde, 31/8/68). Voilà qui fait ressortir combien la "critique de la bureaucratie" peut parfaitement s'accommoder de l'attachement à un autre système bureaucratique. La critique du cadre organisationnel est évidemment nécessaire mais elle doit s'accompagner d'une critique des comportements pratiques et théoriques des méthodes et des fins.

canaliser un mouvement dans des cadres d'organisation qui ont fait la preuve de leur faillite. On voit déjà reflleurir l'idéologie réactionnaire de l'organisation pyramidale le C.C, le B.P., le secrétariat, le parti d'avant-garde, les organisations de masse "courroies de transmission", etc.. (58).

Cette évolution met en lumière un problème qui n'a jamais pu être à ce jour, résolu de manière satisfaisante, si peu même que ce soit: les rapports sur longue période entre groupes d'orientations divergentes mais qui semblent rapprocher les nécessités d'actions en commun. La tactique traditionnelle, le "marcher séparément et frapper ensemble", permet assurément d'agir en commun dans des circonstances exceptionnelles mais, tôt ou tard, la vigilance se transforme en méfiance, puis en opposition radicale; les questions litigieuses, de nature théorique, qui avaient été plus ou moins refoulées, réapparaissent alors dans toute leur ampleur. Dans une phase de recul, la conséquence est claire: loin de frapper ensemble, on va désormais se frapper mutuellement, c'est la polémique sectaire, et bientôt personnelle, qui gagne de proche en proche et conduit aux abandons et autres scissions à l'infini, tout le vieux topo bien connu. Et s'il est aisé de pourfendre "l'adversaire" - avec des phrases, rien de plus facile aussi, de l'autre côté. L'idéal sans doute, c'est la discussion saine où l'on cherche à oeuvrer dans le sens d'une clarification plus grande; l'expérience du M.22 prouve que, sur ce terrain, aujourd'hui comme hier, il est vain d'attendre quoi que ce soit de groupuscules fondés sur la relation chefs-base, tandis que toute l'expérience des petits groupes du passé, quelles qu'aient pu être leurs idées et leur mode d'organisation, montre combien sont grands les risques d'effritement et de sclérose progressive dans des situations d'inaction, même relative. La difficulté consiste donc à faire porter les efforts vers l'élaboration d'une politique et d'une économie nouvelles, afin de propager certaines idées générales destinées à être transformées par le mouvement- et vers la critique sociale (ayant tout celle de l'Etat et de ses prolongements dans les formes traditionnelles de la lutte de classe)- où la critique des groupuscules n'est plus qu'un aspect mineur de la critique systématique de l'ancien mouvement ouvrier. En effet, il est difficile de découvrir et mettre au point des moyens de discussion réellement efficaces et collectifs et il est beaucoup plus facile de puiser sans discriminer dans le stock des idées socialistes du XIX^e siècle et des idéologies dominantes (ou des pseudo-hérésies) du nôtre.

Ce travail, il est compréhensible que le M 22, plongé d'emblée dans l'action, n'ait pu l'entreprendre de façon systématique. Pourtant le mouvement - ou plutôt l'un de ses représentants - fait de la "constitution de conseils ouvriers révolutionnaires" le "préalable à l'autogestion totale" et amorce là-dessus une critique des notions liées de hiérarchie et de compétence; il souligne aussi que "l'autogestion dans l'entreprise ne peut pas se faire avec les syndicats" (89-90) et ces pages sont les plus importantes, finalement, de ce petit livre. Là se trouvent en effet, esquissées un certain nombre de notions fondamentales et c'est dans cette direction, à notre avis qu'il faut creuser. C'est là que les événements de mai acquièrent leur dimension réelle -au plan théorique, s'entend- de révélateurs. Ils ont posé les vraies questions, rappelé les véritables problèmes, certains enfouis sous des dizaines d'années d'abrutissement collectif et de victorieuse répression idéologique, d'autres- peut-être plus nombreux encore- nouveaux.

On souhaiterait pouvoir engager une discussion à fond sur ces notes, mais la chose est malaisée car elles sont brèves et assez éparses, chose naturelle puisqu'elles collent à l'événement mais qui, aussi, empêche de prendre la distance nécessaire à un débat poussé (du moins, c'est mon opinion). Malgré cette orientation quasi exclusive sur le concret -parcellisé par définition- ce petit livre met en lumière des faits essentiels. Par exemple, que dans le domaine social, la seule forme d'expérience qui apprenne quelque chose aux hommes, c'est celle qu'ils font eux-mêmes. Quand les étudiants de bonne volonté amenaient aux grévistes des poulets vendus à bon marché, les travailleurs ne voyaient là qu'une excellente affaire (et qui restait aux mains du Comité d'entreprise, donc des syndicats); mais cela prenait un autre sens lorsque des ouvriers s'en occupaient eux-mêmes et entraient directement en contact

avec les paysans et les étudiants sans chercher à se débrouiller chacun pour soi mais, au contraire, sur la base de la solidarité concrète, vécue. (88).

Cependant, il faut souligner que la valeur concrète d'une action n'apparaît pas toujours à tous sur l'instant.. et même après. Ainsi le M.22 en arrive-t-il à contester ici le caractère exemplaire de la manif de la Bourse, parce que menée -nous dit-on (66)- sur un "point symbolique" alors que l'Odéon avait été lui, un objectif "concret", "politique". Or "l'incendie" de la Bourse a eu à l'échelle internationale un retentissement incroyable, auprès duquel les résonances provoquées par la "prise" de l'Odéon semblent bien peu de choses (sauf en ce qui concerne Paris). En effet, pendant qu'en France les veaux se lamentaient sur les bagnoles brûlées, etc.. la presse américaine, entre autres, se réjouissait ouvertement de voir la clique gaulliste dans le pétrin. Mais, à partir du moment où les flammes se mirent à lécher le "temple du Capital", tout changea: Wall Street avait compris. En Amérique du Sud, les réactions des masses furent, bien entendu, tout autres. La portée d'une action collective de cette taille est parfaitement incalculable et si elle peut sembler réduite ici, elle peut être immense là-bas, et cela si limités en soi les effets pratiques apparents (d'une certaine façon, la détérioration des installations de la Bourse a servi de prétexte pour interrompre les activités boursières, et sauver ainsi la face dans un moment critique pour les finances françaises, mais la chose est visiblement secondaire. En fait, personne ne peut sérieusement prévoir quel sera l'écho que rencontrera une action spontanée et audacieuse. On voulait, paraît-il, "prouver que la police pouvait être vaincue"; en fait, on a montré au monde le sens profond des actions en cours. Et la Bourse, à cet égard, c'est quelque chose de bien plus réel que l'Hôtel de Ville de Paris, avec le souvenir de la Commune et l'incarnation du pouvoir local, qu'il aurait été préférable, nous affirme-t-on, de rallumer ce soir-là (66). Quoiqu'il en soit il faudra encore deux, trois, beaucoup de Mai, partout dans le monde pour que des coups frappés nécessairement un peu au hasard, là où c'est possible, engendrent une mentalité nouvelle.

oooooooo

la rentrée de septembre

(informations données par les camarades de la région parisienne
à la réunion du samedi 14 septembre)

Renault: (Billancourt)

La direction embauche des travailleurs étrangers (5 à 6000) sans qualification, des noirs pour la plupart, qui voient une usine pour la première fois, au tarif le plus bas possible; dans beaucoup d'ateliers, ils sont mis dans un coin, sans avoir de travail effectif à faire. Personne ne sait ou ne dit rien des intentions de la direction mais chacun se demande avec une certaine inquiétude ce que cela veut dire.

La réduction d'horaire de travail a été compensée par une augmentation générale des cadences: partout on travaille à pleins bras.

La cantine gérée par le Comité d'entreprise à majorité CGT, est plus chère.. parce que nous avons fait grève et que les "charges" ont augmentées. Une brillante démonstration comme en ferait Dreyfus pour le prix des voitures. Deux heures de travail pour manger le midi: ça doit faire l'affaire des nouveaux embauchés au tarif minimum. Les syndicats préparent les élections de délégués en octobre. On lave le linge sale entre la CGT et la CFDT. La CGT fait sa propagande sur le thème des "avantages arrachés" en mai. Dialogue avec un délégué CGT: - Alors les élections vous les avez eues
- oui, c'est pas drôle; et les élections de délégués en octobre, pourvu que ça ne soit pas pareil.

Par contre, rien sur les revendications qui devaient se faire. Chacun pense qu'on a été marron, mais personne ne parle de se remettre en grève. "Ça va comme ça" pensent beaucoup. La majorité refuse de discuter. Aucune information sur ce qui peut se passer dans les autres usines Renault, les syndicats n'en donnant jamais.

Solétanche (travaux publics-Montereau)

La CGT distribue un tract sur le thème prêté aux gauchistes que mai est un conflit de classe et pas un conflit de générations. Il ne se passe rien, mais il y a une coupure entre une minorité dure qui veut remettre ça (des jeunes principalement) et une majorité "passive". C'est la même situation dans les autres boîtes de la région.

Jeumont-Schneider (St. Denis)

Réorganisations et transformations par suite de la fusion avec Morse (signalisation). On discute de moins en moins des événements de mai. Même dans des ateliers comme la tôlerie qui furent les plus combatifs en mai, la quasi totalité des ouvriers acceptent de faire une heure de plus.

La récupération devait commencer le 7 septembre, dix samedis matin de suite, mais après intervention de la CGT le départ a été reporté et il est question d'organiser un référendum pour savoir si on récupérera 5 samedis entiers ou 10 samedis matin.

Silence complet de la CGT. La CFDT pratiquement inexistante, essaie de contacter les jeunes en les appelant notamment à des réunions avec des étudiants.

La conviction de la plupart des ouvriers est qu'ils n'ont rien obtenu. Deux réactions opposées : la plupart sont pessimistes, une minorité parle de remettre ça. Principalement des jeunes, gardent contact entre eux et cherchent à s'exprimer (par exemple contacter des étudiants pour faire une affiche contre la récupération).

Matériel d'imprimerie: Paris.

A l'unanimité, les horaires ont refusé de récupérer les heures de grève; ceux-ci sont partagés entre continuer le combat et l'inquiétude du chômage.

Assurances Générales de France (Paris- 4000 employés)

Des liaisons subsistent après la grève entre des employés des différents sièges de Paris, avec des réunions régulières et publication d'un bulletin. Depuis le début juillet, quatre non titulaires ont été licenciés puis repris à l'essai; trois d'entre eux avaient participé activement à la grève; mais cela n'a déclenché aucune riposte dans les bureaux où travaillaient les intéressés, encore moins sur le plan du groupe en raison du cloisonnement entre les services.

Silence des syndicats si ce n'est de la CGT et du PC annonçant l'exclusion d'un de leurs membres, responsable syndical, rendu responsable d'un trou de 6 à 8 millions dans une des caisses du Comité d'entreprise dont il était le trésorier.

Un camarade qui assiste aux réunions d'un comité inter entreprise issu des comités ouvriers-étudiants donne des informations sur :

Citroën: la situation est maintenant pire qu'avant mai-juin. Avant les vacances les 700 licenciements de mensuels avaient touché quelques grévistes mais surtout des non-grévistes qui avaient participé aux tentatives de reprise du travail; ces licenciements de non productifs étaient la conséquence d'accords techniques avec Berliet, Masérati... au contraire, actuellement, il n'y a pas de baisse d'activité et c'est l'offensive contre les grévistes ou contre tous ceux qui "manquent à la discipline". Il semble même que ce soit mené en liaison avec la police, des immigrés algériens, portugais, ayant reçu leur lettre de licenciement trouvant la police à la sortie de l'usine qui les embarquait immédiatement à la frontière. Certains, parmi les syndicalistes (CGT ou CFDT) restent combatifs, mais dans d'autres secteurs les sanctions

contre les plus actifs entraînent une certaine démoralisation.

Air-France et Thomson: tentative de reconstitution de syndicats gaullistes. Dans certains hôpitaux, il a subsisté des collectifs groupant malades et personnel soignant qui tentent de se grouper en collectif central et de s'étendre dans les hôpitaux de l'Assistance Publique. Ces collectifs entrent en conflit avec la CGT notamment sur la hiérarchie et la CGT tente de les liquider.

oooooooo

problèmes d'organisation

Ces problèmes d'organisation ne sont pas nouveaux. Les événements de mai-juin ont simplement transformé des questions théoriques en problèmes pratiques que les travailleurs ont tenté de résoudre au cours de la lutte. De ces réponses surgies au cours de l'action, il subsiste des organismes divers qui cherchent à se survivre en se définissant ou tentant de se définir une tâche, une méthode d'action, une forme d'organisation. On retrouve bien sûr, ouvertement ou clandestinement, la récupération des organisations de type traditionnel: le parti communiste et la CGT peuvent encore canaliser des travailleurs entrés pour la première fois dans une lutte importante et qui n'ont pas l'expérience des bureaucraties, tout comme ils savent exploiter le découragement que leur politique a développé et semer la suspicion sur les "gauchistes", cause de tout le mal; la CFTD et le PSU savent se faire passer pour des purs et recruter ceux qui ont vu de trop près les dégueulasseries du PC ou de la CGT mais n'en ont pas tiré une critique des organisations politiques ou des syndicats; les groupes divers, la plupart se réclamant du léninisme, essaient de profiter de ces désillusions, les uns en tentant de développer leur organisation, les autres pour créer ce "mouvement révolutionnaire" qui paraît-il, nous a manqué en mai pour que tout change dans la société capitaliste.

Nous reprendrons une critique systématique de ces conceptions qui maintenant s'étalent dans toutes les publications "d'avant-garde". Nous voulons maintenant poser le problème tels que les camarades le posent, et engager la discussion d'après leurs préoccupations.

Quelle est la situation des travailleurs et des différents regroupements nés de la grève et qui subsistent actuellement. Dans la plupart des entreprises, on note une opposition entre une minorité active, le plus souvent des jeunes, qui veulent continuer et une majorité passive qui semble penser que "ça suffit comme ça". Mais n'en était-il pas de même avant et au cours de la grève? Toujours est-il que certains parlent d'une "minorité consciente" qui désire faire autre chose à propos de ces liaisons de base qui tendent à subsister dans les boîtes. Ces liaisons prennent des formes diverses. Là, elles n'ont pas d'existence formelle, les jeunes cherchent un appui matériel extérieur pour continuer la lutte: par exemple, aller aux Beaux-Arts pour faire faire une affiche contre la récupération. Le Comité d'Action Citroën regroupe 25 militants dont 12 ouvriers; le bulletin "La Base" est rédigé par les gars de la boîte, mais la répression conduit certains d'envisager des actions plus ou moins clandestines. Le Comité de liaison AGF regroupe une vingtaine d'employés; un bulletin est diffusé dans tout le groupe. Un comité d'action des Grands Magasins né après la grève essaie d'établir des liaisons professionnelles par le canal d'un bulletin inter-entreprises. Des collectifs malades-personnel subsistent dans certains hôpitaux et essaient de se développer. Le comité central Rhône-Poulenc, émanation des comités de base, se met quelque peu en veilleuse pour entreprendre un travail d'étude. Chacun peut continuer, optimiste ou pessimiste, ou tout simplement observateur d'une réalité sociale. Un comité inter-entreprise regroupe à Paris entre 50 et 100 étudiants et travailleurs, la plupart des militants certains appartenant à des syndicats et (ou) à des groupes politiques; il est issu des contacts pris dans les facultés en mai. Il s'y échange des informations mais des discussions d'orientation s'y déroulent, en gros dans deux directions:

- en faire un organe de liaison, d'information et de discussion
- en faire un organe d'action ayant des positions, un programme...

(cette activité se recoupe avec celle de comités d'action).

On retrouve dans ce comité les mêmes débats et les mêmes affrontements qui paraissent se dérouler dans les comités d'action entre les tendances "organisationnelles" de type léniniste et des tendances autonomes de type libertaire. Les réactions de la base dans ces divers comités semblent indiquer qu'ils glissent vers une certaine bureaucratisation: des comités d'action refusent la tutelle d'un comité de coordination, surgi de la volonté de quelques uns, à la fac. de Sciences; la commission centrale se voit exiger de rendre compte des pourparlers qu'elle mène avec l'administration et d'accepter un contrôle total de ceux qui l'ont mandatée.

Il existe aussi sans aucun doute, d'autres "comités" d'action ou autres nés de mai-juin 68, qui cherchent leur voie: témoin ce groupe d'une petite ville de grande banlieue, une trentaine de jeunes, lycéens et travailleurs avides à la fois de connaissances politiques et d'action sur le plan local.

Un groupe trotskyste (l'O.C.I. dit groupe Lambert) tente de développer des Comités d'Alliance Ouvrière en partant de la désillusion des travailleurs sur les syndicats et de leur besoin de se regrouper. Alors qu'en milieu étudiant les militants de l'ex FFR (groupe étudiant de l'O.C.I.) sont presque toujours ridiculisés pour leurs positions bureaucratiques et dogmatiques, les tentatives en milieu ouvrier rencontrent d'après des camarades, du Livre et de la RATP, un certain écho. Pourtant, cette organisation ne fait que répéter ses éternels mots d'ordre: adhérer à la CGT, agir à l'intérieur, la rénover, provoquer un congrès extraordinaire, remplacer la direction. Par un certain côté, toutes ces tentatives, groupes d'entreprises, comités d'action, liaisons informelles sont plus ou moins le fait de militants: si l'on met à part l'OCI qui à travers les événements tout comme le PC à une autre dimension, entend développer son organisation, on assiste à une sorte de "recomposition" des groupes "d'avant-garde" et on peut dire que la décantation n'est pas encore faite. Il y a d'ailleurs de ce point de vue, des leçons importantes à tirer des événements, et nous le ferons au cours de ce débat. Retenons seulement pour l'instant le fait que, bon gré mal gré, tous ces groupes ont été contraints et le sont encore de cohabiter avec d'autres, d'éclater et de plier leurs impératifs propres à ceux d'autres formations surgies de l'action. Ce sont eux qui, en partie, cherchent à assurer la survie de ces formations, d'en créer d'autres, de les multiplier. Mais ce n'est pas seulement eux. Un autre fait, c'est précisément que ces regroupements se sont faits et se font hors des partis et des groupes préexistants. C'est à notre avis important, mais ce n'est pas une garantie contre la reconstitution d'un "parti d'avant-garde" et le débat latent ou ouvert autour du léninisme et de l'autonomie le montre bien.

Quelles sont les réactions des travailleurs concernés?

Alors que dans les grosses entreprises, les liaisons se font facilement parce que la structure de l'entreprise maintient tous les travailleurs sur place, elles deviennent un problème- le problème de base- dans des secteurs comme le Livre (petites boîtes) ou la RATP (multiplicité de dépôts et têtes de ligne). C'est aussi celui des usines de province notamment dans les petites villes industrielles.

Les travailleurs ont compris l'ampleur et le sens du mouvement de mai et le rôle réel des syndicats, mais d'une manière très variable de sorte qu'il est impossible par exemple de poser concrètement d'une manière dogmatique le "problème syndical". En regard de ce qu'ils ont vécu, il faut mettre le sentiment d'avoir été marrons alors que la CGT parle de victoire, la puissance des appareils et leur "erreur" politique, leur immobilisme et leur silence actuel. La fatigue et le découragement peuvent donner crédit à la propagande gouvernementale, renforcée par la propagande syndicale, si on n'avait rien fait on serait plus tranquilles, il n'y aurait pas de licenciements, de hausses des prix, ..."

Les événements ont bon dos pour régler les problèmes éternels du capitalisme, par exemple pour précipiter une concentration prévue depuis longtemps. La CGT exploite aussi habilement la situation: par exemple, dans le livre, le fait que sur ordre du syndicat, le labour ait fait grève et la presse travaillé entraîne une tension et renforce une division qui arrange bien les choses: La CFDT et la CGT se déchirent de nouveau: objectivement, cela permet à la CFDT, l'alliée d'hier et sans doute de demain, d'intégrer et d'encadrer ceux qui

regimentent contre le bureaucratisme et le soutien PC-CGT au système capitaliste, au moins pour un temps. Paradoxalement, la CFDT se trouve ainsi dédouanée vis à vis des éternels "opportunistes révolutionnaires" qui conseillent aujourd'hui de "travailler à la CFDT, comme ils le faisaient hier pour la CGT ou FO. Il faut à la fois, mener la lutte contre le syndicalisme et les appareils, contre la démobilisation et affronter maintes contradictions, par exemple le fait qu'on peut faire grève et attaquer le syndicat. L'action des trotskystes de l'Alliance Ouvrière ou d'autres plus habiles au sein des groupes d'entreprises ou des comités d'action peut leur permettre de récupérer les travailleurs qui se cherchent et ont alors l'impression de "faire quelque chose". Il y a tout un travail d'explication à faire, travail bien délicat parfois.

Un camarade de la R.I.T.P se trouve devant le même problème. Un comité d'Alliance Ouvrière y a été créé par 2 ou 3 trotskystes de l'O.C.I. C'est une véritable organisation avec adhésion et la carte à 5 Frs. Le bulletin Informations Ouvrières est dit-on, à la "disposition de tous", les réunions sont ouvertes à tous et chacun peut y prendre la parole. Mais en pratique, c'est seulement si l'on adhère. Pourtant pas mal de mécontents se sont retrouvés dans ces comités, bien qu'ils soient déçus par les perspectives de "travail dans le syndicat" qu'on leur offre. Ils veulent se retrouver mais ils risquent tout autant d'être déçus et de s'éloigner comme l'ont été dans le passé tant de jeunes pris dans le tourbillon activiste des organisations.

D'autres camarades, notamment de province, avaient un projet de journal qui pourrait constituer un pôle de regroupement et de discussion. Ils ont fait un projet que nous publierons par ailleurs. Mais certains camarades pensent qu'envisager cette question du journal - d'abord- est mettre le toit avant de construire la maison. Celui-ci ne se concevrait que si un ensemble de liaisons s'étaient déjà définies essentiellement sur le plan des entreprises ou inter entreprises. Des camarades qui ont pu assister à des réunions récentes en vue de la constitution de comités d'action ont pu mesurer les oppositions entre des conceptions de lutte -politique pour les militants- de classe pour les travailleurs - par exemple dans le cadre de la lutte contre la répression.

La question de liaisons et d'explications répondant à un besoin des travailleurs est la plus importante. Que faire pour que ce besoin d'une "minorité consciente" échappe à tous les écueils que nous avons abordés en tentant de faire le tour du problème.

Sans doute peut-on répondre qu'il appartient à chacun de ^{le}fixer avec ses camarades de travail qui se posent ces questions. Mais il est évident que les camarades qui participent à ICO voudraient bien qu'elle soit discutée de manière approfondie par tous, d'une part pour bien en voir tous les aspects, d'autre part, parce qu'ils pensent que cela pourrait s'intégrer dans l'activité d'ICO. Certains camarades ont regretté qu'elle n'ait pas été abordée directement et d'une manière approfondie lors de la dernière réunion car c'est celle qu'ils jugent la plus importante dans la situation présente.

Chacun doit dire ce qu'il en pense, soit par lettre, soit au cours de la prochaine réunion. Mais la discussion ne terminera pas le débat: il existait avant mai 68; mai 68 a provoqué un début de réponse du mouvement étudiant-travailleurs c'est-à-dire de la base, par une pratique et non par des principes; des groupes de camarades, des travailleurs essaient de "tirer la leçon", de répondre à ceux qui veulent "continuer", de fixer et développer ce qui a été la pratique d'un moment. C'est-à-dire, partant de ce qui a été la pratique d'un mouvement en marche d'en faire la pratique d'une minorité, d'un groupe. Est-ce possible? Pour répondre, il faut aller jusqu'au bout des analyses et des exigences que nous pouvons formuler sur la fin de toute société d'exploitation.

MEXIQUE

Cette lettre a été envoyée par un groupe de jeunes mexicains qui sont en train d'organiser un mouvement international contre les jeux olympiques.

Nous sommes témoins et participants de l'effondrement d'un monde divisé artificiellement par des frontières qui cachent des intérêts purement nationalistes. Ces intérêts sont eux-mêmes déguisés par des idéologies apparemment différentes mais avec un seul but réel, la prise, la conservation et la continuation du Pouvoir.

La grève générale en France, les manifestations des étudiants contre les hiérarchies bureaucratiques du parti communiste tchécoslovaque, les rebellions dans les quartiers noirs et dans les universités de Berkeley et Columbia, la création d'un nouveau mouvement dans les communautés mexicaines et porto-ricaines dans les Etats-Unis, les grèves universitaires en Espagne et en Italie, la lutte des jeunesses radicales de l'Allemagne Occidentale, les victoires des Zengakuren sur la police du Japon, les manifestations en Pologne à cause de l'attitude anti-sioniste du parti communiste polonais, et dans ces moments-ci, les batailles des jeunes étudiants mexicains pour la disparition des corps répressifs et la tête des chefs responsables de la police gouvernementale sont sans doute les manifestations claires de la création d'une nouvelle force incontrôlable:

LA DESTRUCTION QUOTIDIENNE DES INSTITUTIONS EXISTANTES

A chaque pas de notre vie la destruction de la Famille, de la Religion, de l'Etat, de la Culture, des Universités, des Musées, du Pouvoir, des Hiérarchies, du système éducatif, du système répressif (polices et armées) est pour nous la seule manière d'exprimer une façon de vivre radicalement différente. Notre pouvoir ne doit pas être ni politique ni économique, il doit être celui de l'imagination et de la violence.

Le Mexique sera le siège des jeux olympiques en octobre 1968.

Cet événement représente une synthèse de l'hypocrisie institutionnelle du retour au passé et de la mercantilisation dans une société de consommation spectaculaire, et de ce fait, IL NE DOIT PAS AVOIR LIEU.

Le temps est court; ceci c'est un appel à ton imagination! Sors de chez toi! de ton école! de ton travail! Sors de ta matrice! Sors et brise dans la rue l'ordre et les limitations d'un monde complètement contrôlé.

Détruit l'Olympiade de la même manière que les noirs détruisent leur plus proche ennemi: l'usurier, le flic, le commerçant; de la même manière que le soldat vietnamien détruit son plus proche ennemi: le soldat impérialiste; de la même manière que l'étudiant tchèque détruit son plus proche ennemi: le bureaucrate privilégié du parti communiste; de la même manière que le jeune radical blanc détruit son plus proche ennemi: à Berkeley les voitures de la police et les banques, à New-York les musées et les universités; de la même manière que les jeunes ouvriers européens détruisent leur plus proche ennemi, à Naples les italiens détruisent les autobus qui les emmènent dans les usines et ensuite les usines mêmes, en France les mineurs de Marlebach s'attaquent aux voitures stationnées devant les locaux de la direction de la mine, à Liège, les ouvriers grévistes belges détruisent les machines du journal de la Meuse.

A chaque situation que tu envisages tu dois déterminer quel genre d'action doit correspondre. Laisse à chaque instant libérer ton imagination des multiples mythes qui t'empêchent de créer.

LES JEUX OLYMPIQUES NE DOIVENT PAS AVOIR LIEU.

Les athlètes noirs des Etats-Unis en donnent l'exemple au moyen d'un boycott, de même que certains pays africains, les chinois ne participent pas, tous les jeunes radicaux du monde, toi compris doivent faire tout leur possible pour arrêter cet événement. Par TOUS LES MOYENS QUE TU CROIS NECESSAIRES: LES JEUX OLYMPIQUES NE DOIVENT PAS AVOIR LIEU. Fais du sabotage, détruit les installations olympiques, mène ce

les touristes, terrorise les fonctionnaires du comité olympique dans chaque pays, convainc les athlètes de rester chez eux! Brûle les automobiles des politiciens coupe les lignes électriques et téléphoniques de la Villa Olympique, détruit la propagande, fais des marches devant les bureaux et devant les consulats ou ambassades mexicaines plus proches, organise des manifestations, etc... Imagine et exécute!

LASSE TON IMAGINATION COURIR. ALLUME LA MECHÉ.
C.A.O.S.

Comite Anti Olimpico de Subversion
(CH/O.S. Comité Anti Olympique de Subversion. Pour un effort international pour arrêter la farce des jeux olympiques).

oooooooo

publications

Publications de langue anglaise:

Grande-Bretagne: Solidarity: Nos de juillet et août - c/o H. Russel, 53 A. Westmoreland Road, Bromley, Kent- Dans le numéro d'août, reproduction d'affiches et de documents sur les événements de mai-juin en France. Remarqué l'article sur le lock-out d'une petite usine de moulage d'objets en matière plastique employant 90% de travailleurs immigrés.

Paris-May 1968 - copieuse brochure, publiée par nos camarades de Solidarity, malheureusement incomplète parce que rédigée avant l'élargissement de la révolte des étudiants au mouvement de grève généralisée.

Greek tragedy, autre brochure de Solidarity- c'est l'histoire du mouvement ouvrier de Grèce; un document nécessaire pour comprendre la situation dans ce pays actuellement.

The Death of CND: cette brochure de Solidarity fait le point au sujet des manifestations contre la guerre nucléaire et la guerre au Viet-Nam.

Freedom - hebdomadaire anarchiste, 84 a Whitechapel High Street, London E 1- C'est le seul journal ouvrier que nous recevons chaque semaine, précieux donc pour ceux qui parmi nous voudraient se tenir au courant de la vie sociale en Angleterre.

Militant: 197, Kings Cross Road- London W C 1, journal mensuel de tendance trotskyste.

Direct Action, organe mensuel de la Syndicalist Workers Federation. 34 Cumberland Road- London, E 17. Dans le numéro de juin, deux articles sont consacrés aux événements de mai-juin en France.

International Socialism: N° 33- été 68- 36 Gilden Road London-N W 5
Ce numéro contient notamment une intéressante étude sur le mouvement étudiant en Allemagne de l'Ouest.

Etats-Unis: Speak out bulletin mensuel publié par "Facing Reality", 14131 Woodward Avenue, Détroit, Michigan 48203. Dans le numéro d'avril une critique du livre de Régis Debray, dans celui de mai, premières appréciations sur les événements de France.

News and letters- 415 Brainard Street; Detroit Mich. 48201 - Journal mensuel - le numéro de juin juillet est presque entièrement consacré aux événements de France, celui d'août septembre à la Tchécoslovaquie. Publié par la même organisation, un bulletin de juillet avec quelques textes de discussion.

INDUSTRIAL WORKERS -organe mensuel des IWW 2422 N. Halsted Street Chicago Ill 60614 Dans le numéro de juin, premiers commentaires sur mai-juin 1968 en France.

Spartacist organe de la Spartacist League de tendance trotskyste - Box 1377 G P O New York NY 10001

Other Scenes Box 8 Village P O New York 10014 -magazine édité par John Wilcock.

en espagnol

Espresso - Bulletin libertaire de Paris -24 rue Sainte Marthe - Paris 10ème
n° 10 - juillet 68 - la lecture de ce bulletin aide à comprendre le Congrès
de Carrare . Nous citons : "... En vérité , les jeunes ont raison en se refusant
à reconnaître des "par-ains " et en jetant comme motif essentiel de son action
l'attaque frontale contre toutes les institutions et toutes les structures.
Les autoritaires d'abord . Et aussi les nôtres dans la mesure où elles ne
seraient plus libertaires"

Revolucion - Venezuela - Octobre 67 - Février 68

Proletario - Venezuela - n° 3 - 4 - 5 et n° extra du mois de juin 68 sur les événements
de mai juin en France . Voici un extrait de la conclusion de Proletario qui
situe bien l'orientation de ces camarades : "... Nous savons que la lutte qui
se développe contre les structures capitalistes ne peut être limitée à une
région ; l'absence d'une avant garde en France n'est que le produit de l'ab-
sence d'une avant garde dans l'ensemble de tous les pays . De là , la tâche
immédiate et urgente de la part des révolutionnaires de structurer une inter-
nationale prolétarienne pour empêcher que l'anarchie (souligné par IGO)
s'approprie l'insurrection ouvrière , et pour rendre possible que l'organisa-
tion de la classe ouvrière ne se réalise pas sur la base d'une discipline imposée
mais consentie et consciente du prolétariat , sur l'élimination des dirigeants
professionnels , en plaçant le prolétariat comme classe dirigeante de toute
la société " .

Espoir CNT - Bourse du Travail - Place St Sernin - Toulouse - n° 334 à 348

Alarma - n° III - Juin - Nicole Espagnol - 125 rue Caulaincourt - Paris 18ème

La Escuela Moderna - Bulletin bilingue - Calgary Alberta Canada - n° 24 - mai 68

Regeneracion - F. I. M. - n° 6-7 Castrejon - Apartado 9090 Mexico 1 DF

De Alben - journal libertaire - n° 14-16 Caixa Postal 5739 Sao Paulo Brazil

La Batalla 5 rue Aubriot Paris 4ème - n° 165 (P O U M)

en Français

Action journal réalisé au service des comités d'action avec le soutien de l'UNEF
du SNESup et des CIL (et du Mouvement du 22 mars avant son interdiction)
25 numéros parus - les 15 premiers contenant des informations quasi quoti-
diennes sur les événements du 7 mai au 20 juin , les suivants contenant des
articles d'analyse plus politiques sur les grèves , les élections , l'université

Cahiers de mai (Marcelle Fournié - 80 quai de la Rapée - Paris 12ème) 4 numéros parus
documents sur l'action ouvrière à Nantes , les Comités de base de la CFT à Issy
les Moulinaux , Rhone Poulenc à Vitry

La Scienlit Comité de grève de la Fac de Sciences de Paris (n° 6 - 12 juillet 68)
contient des notes sur les assises nationales de l'UNEF à Grenoble

Groupe du 10 mai - Révolution mondiale Fac de Science de Paris dénonçant les organisations
du système d'exploitation que sont les syndicats et appelant à la formation
de comités ouvriers étudiants , proposant enfin des liaisons avec ouvriers et
étudiants de tous les pays

Lutte ouvrière - Michel Rodinson - Initiative Socialiste - 54 rue Monsieur de Paris
Paris- 6 (numéros de I à 6) relevé dans le numéro 5 , numéro spécial sur
mai 68 "et toutes ces conditions ne suffisent pas si le prolétariat ne possède
pas une organisation capable de le mener vers la victoire: un parti révolution-
naire " et enfin un chapitre intitulé "la question du parti " dans lequel
ces révolutionnaires doivent entreprendre une lutte énergique contre toutes
les tendances anti-organisations .." (suite au prochain numéro)

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.